LEBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Rhon, pushhhh, rhooonn, pushhh. Atchoum !» Dark Vador, enrhumé ^{N°}**1636** du 19 au 25 mai 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes



Editorial

Pointons du doigt ces injustices perpétrées par les institutions politiques. Ici un ministre appelle à faire travailler des pauvres qu'on n'aide qu'insuffisamment, là une mairie évacue un camp rom suite aux élucubrations de citoyens réactionnaires. Mais il n'y a pas que les détenteurs du pouvoir qui sont à l'œuvre: la prison, par exemple, si oppressante qu'elle pousse au suicide, est l'un de ces lieux où l'on ne peut se défendre, pas même créer une association syndicale de prisonniers visant à améliorer leurs conditions de vie. Plus loin sur le chemin de l'injustice d'État, Cuba nous offre un exemple crasseux de censure, de sabotage et de surveillance des opposants politiques. Ce chemin, il est possible de le prendre, si l'on endosse les idées fangeuses de ceux qui, le 8 mai, marchaient derrière les multiples banderoles extrême-droitistes. Mais on peut aussi s'en écarter, si l'on accepte d'abolir l'édifice institutionnel qu'est l'État en gérant nous-mêmes les affaires publiques. Et il en va de même au sein de ces autres institutions, privées, supposément créatrices de richesses, qu'on nomme entreprises. La fermeture injustifiée d'une usine de composants pour l'automobile en Corée du Sud vient renforcer l'idée selon laquelle partout les salariés sont soumis au bon vouloir de leurs patrons et des actionnaires, les codes du travail se fissurant dans tous les pays. De même donc, la gestion directe des moyens de production par ceux qui les utilisent conduirait à l'effondrement de la structure symbolique qu'est l'entreprise. Anarchistes, nous formulons simplement ce souhait: politique et économique, l'autogestion, vite!

Sommaire_

Actualité

Salauds de pauvres, par J.-P. Levaray, page 3 Suicides en prison, par P. Schindler, page 4 Météo syndicale, par L. Barbesois, page 5 L'Autruche, par F. Ladrisse, page 5 Des brèves et un strip, page 6

Syndicat des prisonniers, E.H. Omar, page 7 Laurent de Merdici, par J. Langlois, page 8

Arguments

Racisme contre les Roms, par Nicolas, page 9 Loin Deyzieu, loin du cœur, par Réflexes, page 11

International

Forum social de La Havane, par D. Pinos, page 13 Solidarité avec les camarades cubains en lutte, page 17 Histoire d'une lutte coréenne, par Isabelle et Sung-ai, page 18

Histoire

La Communauté du Sudet l'autogestion,

par Communidad, page 19

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, page 21

Riri, the best !, page 21

La plus parlante des radios, page 22

L'agenda vous appelle, camarades, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

 25 € 3 mois, 12 nos

 50 € 6 mois, 25 nos

 75 € 1 an, 45 nos

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Adresse ___ Ville

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 - 1et trimestre 1977 Routage 205 - EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international

(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).

(BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Salauds de pauvres!

IL Y A DES MINISTRES (ou ex) qui affichent directement leurs sales intentions sur leurs tronches. On le voit tout de suite que des Besson, Hortefeux, Copé, Devedjian, et j'en passe, ont les dents qui rayent le parquet ou des désirs d'État fort et policier qui transpirent. C'est bête à dire mais ils le portent sur eux et leur délit de sale gueule fait qu'on ne se posera pas longtemps la question, quand viendra la révolution (bientôt... faut bien rêver) pour brandir ou non leurs têtes au bout de piques prévues pour.

Et puis il y en a d'autres, qui le font en douceur, qui font les gentils, les presque sympas, même avec un cheveu sur la langue, histoire d'amadouer le populo.

Voilà donc que Laurent Wauquiez tombe le masque du gentil pour montrer qu'il est comme les autres et que son ambition lui fait dire tout et son contraire, histoire d'avoir une bonne place sur l'échiquier politique. Celui-ci a proposé d'imposer cinq heures hebdomadaires de service social aux « bénéficiaires » (sic) du RSA et de plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du Smic. Il est allé jusqu'à qualifier de «cancer de la société française les dérives de l'assistanat » et suggérer d'établir une durée minimale de travail pour que les étrangers puissent bénéficier du système de protection sociale français. Marine Le Pen a dû applaudir.

Dans le milieu médiatico-politique, bien sûr, toute la droite et les ministres, Fillon en tête, ont dit que ça ne le faisait pas et qu'il fallait raison garder et ne pas toucher au RSA (de toute façon, cette proposition de loi ne pourra pas passer car elle est contraire à la convention de 1957 de l'OIT sur l'abolition du travail forcé; n'empêche que le mal est fait et que c'était juste l'effet d'annonce qui comptait, pas autre chose.

Après avoir été secrétaire d'État chargé de l'emploi, et aujourd'hui ministre des Affaires europénnes, Wauquiez a toujours voulu donner de lui une image de catho-social. Il répète à qui veut bien l'écouter que lorsqu'il était étudiant à l'Ena, en 1999, il a demandé à travailler dans les bidonvilles du Caire avec l'association de sœur Emmanuelle et que c'est « une expérience qui l'a transformé ». En 2005, il bossait avec Martin Hirsch, pour «éradiquer la pauvreté» (essaie encore). En 2009, il fustigeait Total qui annonçait le licenciement des 500 salariés de la raffinerie de Dunkerque. Dernièrement il a créé le cercle de réflexion «Droite sociale» qui rassemble des parlementaires de l'UMP, pour «la défense des classes moyennes et des petits».

Mais voilà, les élections présidentielles approchent, Copé a pris les rênes de l'UMP et

Le Monde libertaire n° 1636



le FN remonte dans les sondages. Sarkozy donne le ton pour 2012 : à droite toute!

L'ambitieux et opportuniste Wauquiez se transforme alors en porte-flingue de Sarkozy, allant sans états d'âme sur les terres du FN. Dans un premier temps, il ne fait que réactualiser le slogan de 2007, «Travaillez plus pour gagner plus », mais surtout il attise le fantasme réac à propos de la France, «pays d'assistés». Le Figaro et Le Point, dernièrement, faisaient leurs couvertures sur «la France qui triche» et «sur ceux qui ruinent la France» (et ce sont évidemment les plus pauvres).

«Quelle est, pour moi, la principale injustice dans notre pays? C'est que celui qui travaille n'ait pas un véritable écart avec celui qui bénéficie des minima sociaux», déclare-t-il sur BFM-TV. Plutôt que de s'en prendre aux entreprises et aux patrons qui paient au minimum les salariés alors qu'ils se rémunèrent grassement et se goinfrent de stock-options, ou aux boîtes comme Total qui ne paient même pas d'impôts sur les bénéfices, il estime que c'est du côté des pauvres qu'il faut s'attaquer. C'est un véritable racolage lepéniste qui consiste à stigmatiser les plus faibles et à monter la «France d'en bas» contre celle qui est au fond du trou.

De même, il s'en prend aux étrangers qui viennent «profiter» de notre système de protection sociale, «le plus généreux d'Europe» (sic). Selon lui, les étrangers bénéficient trop rapidement de nos «différents outils de solidarité». D'où la durée minimum de travail pendant cinq ans, proposée par Wauquiez, pour que les étrangers puissent accéder aux prestations d'assistance. On a envie de vomir quand on entend des trucs pareils.

Les déclarations de Wauquiez ne sont que le reflet de l'air du temps où les immigrés, chômeurs et RSAistes, premières victimes du capital, se retrouvent présentés comme coupables. On appelle ça la lepénisation des esprits. Le pire, c'est que les élections sont dans un an et qu'on n'a pas fini (si on les laisse faire) d'entendre et de subir de tels propos.

Et j'oubliais, pendant que Wauquiez s'attaquait aux pauvres, le gouvernement réformait l'ISF et faisait encore des cadeaux fiscaux aux riches. Salauds de riches.

Allez, qu'on prépare le goudron et les plumes...

Jean-Pierre Levaray

Prison : surveiller, punir et pousser au suicide

SECRET MÉDICAL pas assez respecté, parloirs non adaptés, correspondances violées, voilà quelques points, et non des moindres, issus du dernier rapport de 400 pages du contrôleur général des lieux de privation. Les contrôleurs de cette structure observent les pratiques courantes dans les prisons évidemment, mais aussi dans les hôpitaux psychiatriques, les centres éducatifs fermés pour mineurs, les geôles des tribunaux, les locaux de garde à vue, les centres de rétention et les zones d'attente pour les sans-papiers. Leur c'onstat est «sans appel»: les droits élémentaires sont de moins en moins respectés dans les prisons françaises.

Après l'annonce de la dissolution de la Halde (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) - voir dans Le Monde libertaire n°1636 -, il s'en est fallu de peu pour que la fonction de contrôleur général des prisons, créée en 2008 pour illusionner le peuple après la vague des suicides, ne soit elle aussi refondue par Sarkozy dans la grande marionnette «fourre-tout» du nouveau poste de défenseur des droits, qu'il va mettre sur pied pour couper le peu d'indépendance qu'avaient encore certaines instances de médiation étatique. Sa direction, après que Jack Lang eut été pressenti, reviendrait au plus «politiquement correct», Dominique Baudis.

Le secret médical et l'intimité... mis au secret!

Le rapport nous apprend d'abord qu'aujourd'hui, le secret médical est loin d'être partout respecté. Un exemple : la distribution des médicaments est parfois faite par les surveillants pénitentiaires (et non par les personnels de soins comme cela devrait être) au vu et au su de tous. Par conséquent, les détenus malades se retrouvent stigmatisés et exposés à des menaces et à des représailles. Une situation encore plus critique pour les toxicomanes et les porteurs du VIH. On note une autre aberration: dans un certain nombre d'établissements, les dossiers médicaux ne sont pas contenus dans des armoires fermées à clef... une confidentialité plutôt relative dans ce cas!

Autre violation du droit de l'individu: de nombreux courriers de détenus sont parvenus au contrôle général indiquant que le motif de leur incarcération avait été divulgué par des personnels de surveillance, sous diverses formes, à leurs codétenus. Là encore, de telles révélations ne sont pas sans induire en retour des brimades que certains détenus disent subir. Pour ce qui concerne à présent le respect de la confidentialité de la correspondance, la France a été rappelée à l'ordre plusieurs fois par la Cour européenne des droits de l'homme: il s'agit en effet d'un droit fondamental des personnes, y compris lorsqu'elles sont privées de liberté. Si les surveillants de prison ont la possibilité de vérifier le contenu des courriers (à l'exception de ceux adressés aux autorités et au contrôleur général), ils sont tenus au secret professionnel. Or, en pratique, rapportent les contrôleurs, « des détenus se plaignent que leur courrier ne serait pas systématiquement transmis à leur destinataire et que certains surveillants liraient leur courrier à haute voix »

Dans les établissements pénitentiaires, l'emplacement des téléphones, leur agencement, sans coque ni cabine entourant le combiné, ne permettent pas de garantir la confidentialité des échanges. En pratique, ces problèmes se traduisent par des trafics de téléphone dont peuvent être victimes les plus vulnérables. D'où cette proposition, née d'un constat dans certains établissements de santé: la situation se passe mieux dans les établissements où l'usage du portable est toléré et Rappelons prison. encadré. qu'en aujourd'hui, l'utilisation des portables est strictement interdite.

«Cachez cette prison que je ne saurais voir»!

Les conditions de visite aux prisonniers pour les proches relèvent souvent du «parcours du combattant». Se rendre aux parloirs réclame aux familles «une grande disponibilité de temps (entre une demi-journée et une journée), entraîne un coût financier important (lié au mode de transport et aux frais de restauration, voire d'hébergement) et génère fatigue et tension nerveuse, notamment du fait de l'angoisse d'arriver en retard et de voir la visite annulée».

Pire: les contrôleurs ont observé à plusieurs reprises que certaines collectivités locales s'opposent à toute signalisation de l'établissement pénitentiaire, soit pour des «raisons touristiques», soit pour ne pas «stigmatiser» la commune. Certains établissements, bien que de construction récente, ne sont pas desservis par un réseau de trans-

ports en commun. À ces difficultés, s'ajoute le fait que les personnes détenues ne sont pas incarcérées à proximité de leur domicile ou de celui de leurs proches. En la matière, la règle en cours est l'affectation dans la maison d'arrêt du ressort géographique de la juridiction ayant décidé le placement en détention, indépendamment de la domiciliation du justiciable...

De plus, les contrôleurs ont constaté de nombreux dysfonctionnements dans les modalités de prises de rendez-vous aux parloirs, qui se font notamment via des bornes informatiques souvent en panne faute de maintenance. Autre problème: l'intimité est plus ou moins bien préservée : «Les visites se déroulent dans une vaste salle commune, particulièrement bruyante, qui n'offre aucune intimité et met les familles, les détenus et les personnels dans des situations indignes eu égard aux rapports sexuels qui ont lieu. » Le rapport recommande à cet égard d'envisager la création de quartiers spécifiques pour les couples incarcérés et de créer dans chaque établissement des unités de vie familiale (UVF) et/ou des parloirs familiaux et des salles «enfantsparents».

Mais, au sein de cet État de plus en plus sécuritaire et de plus en plus liberticide tandis que 109 détenus se sont suicidés en prison en 2010 et 115 en 2009, selon les chiffres publiés par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) -, on ne se fait pas beaucoup d'illusions sur l'avenir de cette recommandation, pas plus d'ailleurs que sur celles qui concluent un rapport souvent en dessous des réalités. Des réalités comme celles que l'on peut entendre, par exemple, au cours de l'émission hebdomadaire «Ras les murs». diffusée sur Radio libertaire 89.4. Elle soutient les luttes des prisonniers et milite pour l'amélioration des conditions de détention et entend rompre le silence criminel qui entoure la prison et informer de la réalité, tant carcérale que judiciaire, en donnant la parole aux prisonniers et aux prisonnières, qui écrivent régulièrement aux animateurs. de toutes les prisons de France.

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Météo syndicale

BON, IL SERA DIT que nous aurons fait comme tout le monde... On causera donc du 10 mai 1981! Le pompon de la satisfaction était, bien sûr, attribué à la CFDT. Sortie des «égarements anarcho-syndicalistes» de l'après-1968, l'excentrale chrétienne s'était rangée sous la bannière équivoque de l'autonomie engagée. Ce vocable ésotérique se marquant «légèrement» de la courroie de transmission... Indépendance syndicale, mais partie prenante des forces de gauche, l'organisation syndicale du square Montholon voyait le changement social à sa porte. Mitterrand élu, capitalisme vaincu! Apporter au Parti socialiste une part non négligeable du monde du travail pour faire comme le duo PC-CGT, semblait être un des rêves de l'équipe d'Edmond Maire.

Dans le reste du monde syndical, les attitudes étaient plus convenues. Pour la CGT, c'était «mobilisation et lucidité» et FO campait sur «Nous ne changerons pas de politique».

Pour ma part, voir la tronche de mon chef le lendemain du résultat a été un bon moment. Le pauvre croyait que des conseils ouvriers allaient fleurir ça et là, que la grève générale et expropriatrice... La suite nous montra que d'autres Bastille étaient à prendre et que le capital et l'économie de marché étaient préservés. Si après mai 1968 on avait réussi à engranger des avancées syndicales, après la victoire de la gauche en 1981, le mouvement ouvrier aura appris à avaler des couleuvres!

«Les actionnaires s'en mettent plein les poches et nous on ramasse les miettes», déclarait une déléguée de Mérial, la filiale santé animale de Sanofi (produits pharmaceutiques). L'assemblée générale des actionnaires avait lieu le vendredi 6 mai. Pour interpeller les dirigeants et consorts, des salariés et la CGT s'étaient invités. Même pas l'ombre d'une discussion, mais tout de suite bondissant du Palais des congrès, porte Maillot à Paris, des escouades de CRS. Les coups pleuvent... Un comité de groupe est prévu en juin, sans violence? En espérant que suppressions d'emplois, fermetures de sites vont aller à la baisse, voire à la disparition!

Au centre de distribution du courrier d'Annecy, il y a, comme on dit dans le nouveau jargon, de «nouvelles méthodes de management» au sein de l'administration postale. Ainsi Christian Garrette, postier, risque un mois de mise à pied sans salaire. Son crime? Avoir utilisé son micro de service sur son temps de parole syndical. La prise de parole au micro n'est réglementée par aucun texte. Mais comme le souligne le postier «inculpé», «cette pratique traditionnellement reconnue comme un droit d'expression syndicale est aujourd'hui réprimée». Moins de postes, tournées allongées, heures supplémentaires non rémunérées, la liste des combats à mener est longe à La Poste!

Loulou Barbesois



Quand l'autruche éternue...

Rien faire c'est la conserver

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je? Selon certains, dont Wauquiez, ci-devant ministre chargé des Affaires européennes quel rapport, direz-vous? Effectivement, aucun –, le travail, ce serait la santé. Il s'agirait, sans plus tarder, de mettre les feignasses au taf, au premier rang desquels les «bénéficiaires», si on peut dire, du revenu de solidarité active. Sus au «cancer de l'assistanat», clame Wauquiez dont le panache blanc se teinte de vert-de-gris. C'est que le ministre n'hésite pas à se réclamer de la tendance «je ne fais que dire tout haut ce que les Français pensent tout bas», suivez mon regard, appuyé... Quoi qu'il en soit de la lepénisation des esprits, fussent-ils ministrés, on ne s'étonnera guère, en cette période de contre-révolution, de Restau-ration au sens propre, de voir refleurir l'idée de servage. «Quand on est privé de travail, on perd toute dignité», assénait il y a peu Sarko d'un de ces médiatiques balcons lui étant de tout temps, qu'il pleuve ou qu'il grêle, réservé. Dès lors, le la était donné, et la campagne lancée sur l'air du «travailler encore et encore et encore plus». Pour gagner encore quoi? Cela, c'est oublié. L'idée est de faire bosser les RSA-isés mais sans les payer,

voyez-vous? Oh, quoi, cinq petites heures par semaine, histoire de les sortir de leur garnis, de leur faire prendre l'air et de leur faire un peu saisir que «si ils ont des droits, ils ont aussi des devoirs», ah mais! Re-suivez mon regard, n'est-ce pas, quitte à loucher un tantinet: les fonctionnaires qu'on ne remplace pas, ces profs, ces animateurs, ces guichetiers de l'ex-Poste devenue Banque postale, ces bibliothécaires, ces assistantes sociales, ces infirmières scolaires ces secrétaires de PMI (liste à compléter par vos soins), sincèrement, n'est-il pas ne serait-ce qu'envisageable de leur substituer de braves bougres, corvéables à merci? Faut travailler c'est tout, même pour rien: faut travailler, parce sinon nulle dignité. Par ailleurs, Madame, Monsieur, 467 euros de RSA par mois eh bien, ça se mérite. Ainsi pense Wauquiez, que Fillon et Sarko feignent de contredire, alors même qu'ils l'avaient chargé de lancer ce ballon d'essai - ballon dont on notera, au passage, qu'il n'a pas tellement remué par exemple les syndicats, ni la population. C'est ainsi, c'est l'époque. Elle est au morose et au chut!, à l'échine étrangement courbée, au Tricostéril sur la bouche et dans les

oreilles, pareillement, pansement ne pansant rien, utile à rendre aveugle et sourd.

Mais halte à la déprime : le Parti socialiste est à notre chevet tels sœur Sourire et Culbuto, réunis en un seul et même numéro. «Je suis un homme normal, un homme qui a rendez-vous avec son pays», indique ainsi François Hollande. Apportera-t-il des roses (sans poings), sera-t-il, pour une fois, en avance? Qu'il nous soit permis d'en douter, à l'écouter penser : « Je pense que celui qui répond le mieux aux critères que j'ai défini, c'est moi-même. » Hum. À en croire le journaliste ayant cueilli cette phrase appelée à entrer dans l'Histoire, Hollande faisait là de l'humour. Incroyable drille. On rit bien. On rit moins dans le cas d'Aubry, qui voulait l'autre jour faire chialer les chaumières en parlant « de ces trois millions de Français qui ont dû couper le gaz et l'électricité, cet hiver, où il a fait si froid». Qu'est-ce qu'elle en sait, la mère, du temps qu'on a eu nous? Elle était aux Maldives.

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com/



Drames en série, en Syrie

Sept semaines après le déclenchement des manifestations, la répression se poursuit. Face à cette situation, de plus en plus d'opposants laïques appellent une issue d'urgence à travers un diarue et les cafés, les événements de ces dernières semaines sont le principal sujet de discussion des Syriens. Près de 600 manifestants ont été tués en sept semaines,



Ça se durcit en Grèce

Lors de la grève générale du 11 mai, le défilé dans la capitale grecque s'est vu violemment dispersé par les forces de l'ordre. À peine le cortège avait-il atteint la place de la Constitution qu'elles ont tiré des grenades lacrymogènes pour le disperser. Pis, lors de la charge, les policiers se sont acharnés sur plusieurs manifestants, à coup de pied et de matraques, l'un d'entre eux étant resté de longues heures dans le coma, entre la vie et la mort à l'hôpital d'Athènes.

Contre-manif antifasciste à Paris

fascistes ont manifesté pour protester contre le rassemblement des identitaires le 8 mai en scandant: «le fascisme c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève ». À l'appel de la CNT, la FA, Alternative libertaire, le Scalp et Sud-étudiant, les manifestants sont partis de la place de l'Opéra vers la place des Pyramides, point d'arrivée du défilé d'extrême droite, mais les forces de l'ordre leur ont barré la route.

Procès des 7 de Poitiers repoussé

Les 7 de Poitiers sont comparus devant le tribunal de Poitiers la semaine passée. Pour rappel, il s'agit des sept personnes embarquées suite à une manif poitevine le 5 février 2011 au soir, pour protester contre l'État xénophobe, ce qui avait donné lieu à 40 heures de GAV et des perquisitions (au prétexte d'un peu de casse et de tags, semble-t-il), avec, rappelons-le destruction de matériel militant anarchiste sur la demande du procureur. Des gens du groupe Pavillon noir de la FA faisant partie des personnes poursuivies. Leur procès est encore ajourné. À suivre...

Un prévenu neutralisé avec du gaz lacrymogène

Un jeune toxicomane de 19 ans, devait comparaître pour des vols à l'arraché devant le tribunal de grande instance (TGI) de Bayonne. Devant son état d'agitation dû au manque, le président du TGI a ordonné qu'il soit neutralisé à l'aide de gaz lacrymogène. La décision suscite la polémique, pour la présidente de l'audience il s'agit d'une «affaire gravissime, de procédés inhumains et déshumanisants ».

Durcissement pour les sans-papiers

L'Assemblée nationale a donné son ultime feu vert (297 voix contre 193) au projet de loi sur l'immigration qui durcit les règles d'éloignement des étrangers sans-papiers, avant un vote du Sénat dans la soirée, qui vaudra adoption définitive du texte par le Parlement, après trois mois d'allers-retours entre les assemblées. Le titre de séjour «étrangers malades» ne pourra dorénavant être accordé qu'en cas «d'absence» du traitement approprié dans le pays d'origine. La nouvelle disposition prévoit cependant que l'autorité administrative pourra prendre en compte des «circonstances humanitaires exceptionnelles» pour l'attribution du titre de séjour, après avoir recueilli l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé. ça promet!

Dérapage incontrôlé

L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) paie cette année un très lourd tribut à la politique tarifaire du gouvernement. La baisse nationale des tarifs (-0,8 %), la nouvelle échelle de classification appliquée à la tarification à l'activité (T2A), l'application (pour la dernière année) du coefficient de transition (qui corrige les écarts de traitement entre hôpitaux hérités du budget global), etc., vont, au total, laisser filer 71 millions d'euros de l'escarcelle du premier CHU de France.

Bravo la Pologne!

Selon le gouvernement polonais, les gaz de schiste pourraient constituer une énergie alternative intéressante et innovante, alternative au nucléaire. Ce n'est pas l'avis des militants écologistes français et des élus locaux qui pointent les risques environnementaux des procédés d'extraction, en particulier pour la pollution des eaux.

Plus de cinq cent militants anti-

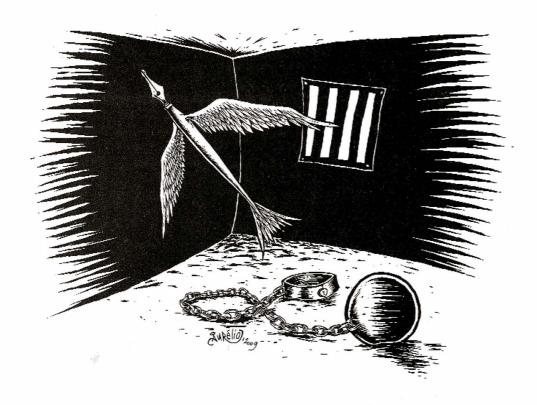
PAVE DANAR AVEC SADIA ET MAZOCH KROKAGA







Syndicat des prisonniers et des familles de prisonniers



Nous appelons cette association «Syndicat des prisonniers et des familles de prisonniers». Cela constitue une fédération des travailleurs emprisonnés et de ceux à l'extérieur qui les soutiennent. L'objectif déclaré est l'évolution de leurs droits respectifs. La plate-forme de revendications pourra être allongée avec les réclamations des syndiqués. Mais en voilà les points de base :

- Abolition des travaux dégradants, des métiers non qualifiants et disparus à l'extérieur, en France, ainsi que des rémunérations assimilées aux travaux forcés.
 - Rémunération des prisonniers au Smic.
- Droit aux arrêts maladie et droit aux congés payés.
 - Droit de grève.
- Droit à la retraite dans les mêmes conditions qu'à l'extérieur.
- Obligation pour les entreprises qui emploient des prisonniers à l'intérieur de leur donner un contrat d'embauche à leur sortie
- Obligation de garder le salarié même si un de ses proches est incarcéré.
- Un délégué syndical par activité et bâtiment ne peut en aucun cas être licencié.
- Obligation pour l'administration pénitentiaire d'assurer, lors d'un transfert, un emploi équivalent dans le nouvel établissement.

– Dédommagement par l'État (frais de transport, d'hébergement, ainsi que des journées travaillées) pour les familles qui se rendent au parloir à plus de 100 km de leur domicile.

Autres axes de travail à développer:

- Mise en place, en dehors de l'administration pénitentiaire et des services sociaux, d'une structure de qualification professionnelle, sportive, artistique avec des entreprises, des artisans, des sportifs et des artistes.
- Création d'une commission pour la mise en place d'une réflexion sur le travail en prison avec la participation des détenus travailleurs.
- Partenariat avec les organismes comme la Caisse nationale d'assurance maladie, le Pôle emploi, l'Éducation nationale, la Caisse des allocations familiales et les caisses de retraite, ainsi que les fédérations sportives et socio-éducatives.
- Mobiliser des avocats pour la défense du Syndicat des prisonniers.
- Collecte de toutes les informations des syndiqués pour l'obtention de promesses d'embauche et d'hébergement pour les sortants de prison.
- Création d'une caisse de solidarité pour les prisonniers syndiqués.
 - Organisation par les familles de réu-

nions mensuelles dans chaque région autour d'un film, d'un débat ou d'une rencontre avec un prisonnier récemment libéré. Ces rencontres seraient financées par la tenue de buvettes, voire de concerts.

- Constitution d'un bureau local tenu par des membres des familles syndiquées dans chaque région.

Ceci n'est qu'une ébauche d'organisation. En diffusant le message auprès de toutes les radios et de tous les journaux qui soutiennent la lutte anticarcérale, sans exception, nous avons une chance de réussir.

Il faudra également leur expédier toutes les lettres des prisonniers pour qu'ils les diffusent le plus largement, notamment les lettres qui sont envoyées à «Ras les Murs». L'information détruit les murailles.

Personnellement, je ne suis pas pour l'aménagement des prisons, mais pour leur destruction. En attendant, il faut défendre ceux qui sont exploités comme des esclaves. Les ateliers du xviiie siècle sont inadmissibles! Les vapeurs des colles fortes, des soudures et des peintures sont très toxiques. En l'état actuel, le monde du travail carcéral a deux siècles de retard.

El Hadj Omar Top

Maison centrale de Saint-Maur

Laurent de Merdici

Le ministre le plus con du mois?

LE SÉMILLANT VEAU-QUIET, députain de Haute-Loire et du Puy-en-Velay, a vendu son âme pour une poignée de lentilles. Il s'attaque à «l'assistanat» (5 jours de travail gratos pour les titulaires du RSA et minima sociaux totalisés limités à 75 % du SMIC, donc de 1073 euros nets). Il me rappelle le portrait de Dorian Gray, dont la belle apparence perdure alors que son âme, vendue au diable, flétrit. Remarquons, cependant, qu'il ne vise qu'un type particulier d'assistanat (ce «concer de la société», dit-il, sans voir que sa diarrhée verbale l'apparente, lui, au choléra), celui des pauvres sans vrai emploi, comme l'avait fait son maître Tsarkozy lors de la campagne pestilentielle de 2007. Raskoltignac avait été alors inspiré par Patrick Buisson, ardent propagandiste et activiste de l'extrême droite, afin de racoler les voix du FN sur les thèmes de l'immigration, de l'insécurité et de l'assistanat. Veau-Quiet est donc un assistant de Rodotarin, assistanat qu'évidemment, il ne perçoit même pas. Il oublie aussi l'assistanat de son patron envers les riches (bouclier fiscal, disparition de 95 % des doits de succession, etc.). Seule l'assistance aux pauvres et autres précaires est à stigmatiser. Il devient clair que remontent là les remugles persistants de la réaction et la volonté présidentielle de dresser les gens les uns contre les autres afin de diviser pour régner. Ici, il s'agit de racoler les classes moyennes en voie de déshérence contre les assistés-pauvres car les premières, elles aussi en difficulté, ne veulent plus payer pour les seconds qu'elles accusent de fainéantise puisqu'elles seraient rétribuées à ne rien faire. Vieille rengaine de la droite louis-philipparde. Cela se fait en stigmatisant, au nom de la morale de Bouvard et Pécuchet, ceux qui devraient leur triste sort à leur irresponsabilité personnelle. Ce n'est pas de la rupture : le petit Thiers (avec talonnettes lui aussi) le disait déjà.

Ce qui ne manque pas de (gros) sel, c'est que le moraliste du Puy (on devrait dire plutôt du puits) est le président d'un groupuscule de «réflexion», en fait sous-parti UMP, dénommé «La droite sociale». Bel oxymoron! Qu'est-ce que ce serait si cette droite n'était pas sociale et même chrétienne! Il est vrai que l'intérêt de ces sous-partis est de pouvoir recueillir des fonds électoraux en contournant les lois sur le financement des partis (voir l'affaire Bettencourt). Il semblerait que notre chevalier blanc ait lancé un ballon d'essai avec l'accord de Nikos 1er. Manqué: une partie de la droite (Fillon, Bachelot) se récrie et condamne la manipulation. Laurent de Merdici ignore visiblement que les minima sociaux en France sont loin d'être les plus élevés en Europe et il veut les diminuer. Il néglige que le RSA a été pondu pour faciliter la reprise de travail avec salaires à la baisse car le complément qu'il apporte (d'où son nom de revenu d'activité) évite au patronat d'augmenter les rémunérations. C'est le même principe que la prime à l'emploi inventée par le très libéral Milton Friedman (sous forme «d'impôt négatif») en vue de faire baisser les frais de main-d'œuvre. C'est fait pour forcer les travailleurs à accepter n'importe quel job en maintenant un écart important entre les revenus d'aide et ceux d'activité. C'est le principe même de «l'armée industrielle de réserve», chère à Marx. Le députain de la Haute-Loire montre sa bassesse en flattant ses électeurs petits-bourgeois, sans doute cathos. Le Puy n'a-t-elle pas été récemment consacrée haut-lieu de la chrétienté par Rodoraskoltarintignac (mix, je le rappelle, de Rodomont, Tartarin, Raskolnikov et Rastignac)? C'est oublier que le Moyen Âge catholique a été beaucoup plus clément pour les pauvres que la bourgeoisie libérale et capitaliste du xixe siècle. Celle-ci a inventé les workhouses, les bagnes pour le vol d'un pain, la déportation des marginaux dans les colonies, etc. M. Wauquiez (ce n'est pas très français, ce nom; cela ressemble à du flamand rosse) redécouvre ces horreurs. Il fait allusion à la fraude des pauvres aux prestations sociales sans préciser qu'elle monte à 800 millions pour 60 milliards. C'est très loin des escroqueries en tout genre des riches et des patrons qui, elles, se comptent par dizaines de milliards malgré la quasi-disparition de l'IRPP (47 milliards, soit 6,4 % des impôts), de l'impôt sur les sociétés (21 milliards - une misère), les niches fiscales (486 niches pour 73 milliards), les exonérations de cotisations sociales (30 milliards), etc.

Veau-Quiet est surtout un déma-gogues; en tant que superdiplômé, il ne peut pas ne pas savoir qu'il ment effrontément. En effet, la logique du RSA inclut toutes les autres allocations, ce qui fait que nul «assisté» ne peut percevoir autant qu'un smicard touchant des aides complémentaires. Martin Hirsch vient de le lui rappeler, ce qui l'accuse directement de tromperie. De plus, contrairement aux assertions dudit Veau-quiet, un immigré (hors zone européenne de l'UE) doit déjà attendre cinq ans en emploi avant de pouvoir postuler au pactole social français, ce qui, du reste, contrevient aux règles européennes. Un titulaire du RSA est aussi tenu à chercher un emploi et ne peut pas refuser la troisième offre «raisonnable». Il s'ensuit que notre chevalier blanc à la belle figure fait semblant de se battre contre les moulins à vent pour séduire

Dulcino de l'Élysée, lui-même monté sur la Rossinante du thème efflanqué de l'assistanat, véhiculé depuis toujours par la droite réactionnaire. C'est pourquoi une partie de la droite UMP a réagi en disant: Laurent, tu viens de foutre la merde ici (d'où le titre de cette chronique); à quoi il pourrait répondre: Mais non, je me suis contenté de la remuer.

En plus, notre bonhomme raconte des conneries; il demande que le RSA soit assorti de 5 heures de travail gratuit d'intérêt général dans les collectivités locales, les organismes publics, les associations d'intérêt public. Il devrait se demander si un tel travail, puisqu'il est utile, ne devrait pas être rémunéré car ne pas le faire serait priver les emplois aidés, notamment pour les jeunes, de tout intérêt. Les collectivités locales se mettraient en effet à préférer les 5 heures gratos aux emplois subventionnés. Par ailleurs, si ces travaux sont si utiles, pourquoi ne pas les transformer en emplois véritables, ce qui apporterait un début de solution au problème de la résorption du chômage? Ce n'est pas parce que l'on est un énarque que l'on est dispensé de penser. Notre grand opportuniste et fayot oublie la fameuse étude menée dans le New Jersey, d'où il appert que les prétendus assistés au chômedu préfèrent de beaucoup avoir un boulot; ils ne sont oisifs que parce qu'il ne trouve pas d'emplois car ces derniers sont rares, fort peu payés, précaires et déconsidérés, souvent occupés par des clandestins et pour cause. Il néglige que bien des «assistés» font déjà du bénévolat parce qu'ils sentent bien que l'aide qu'ils reçoivent leur demande une contrepartie.

Il y a plus croquignolet: le gazier contredit implicitement les promesses de Zébulon 1er. Il propose en effet de faire travailler pour rien alors que son maître avait dit qu'en travaillant plus on gagnerait davantage. Gnafron avait aussi promis de faire reculer la pauvreté de 30 % d'ici 2012. Or Veau-Quiet va la faire augmenter. En effet, la pauvreté est définie comme percevoir moins de 60 % du revenu médian (soit 950 euros actuellement). Plafonner les aides à 75 % du SMIC de 1073 euros donne 802 euros, soit moins que le seuil de pauvreté, ce qui l'augmenterait de 1 million de personnes! Et c'est avec retard que Naboléon II, qui avait autorisé le veau quiet à lancer son ballon d'essai anti-assistanat, s'est rendu compte de ces contradictions avec sa doctrine, d'où son tardif rappel à l'or-

Jacques Langlois

« Ils volent des baignoires »

Racisme et idées reçues à l'encontre des Roms



Nicolas

Lundi matin, sur Radio libertaire, le lundi de 11 heures à 13 heures et sur fa-ivry.forlogaj.net

DÉBUT FÉVRIER, l'incendie d'un camp de Roms à Ivry fait un mort. Cent-vingt personnes se réfugient dans un gymnase, qu'ils quitteront trois semaines plus tard, la mairie s'apprêtant à les virer, pour s'installer dans la nuit sur un terrain vague. Jérémie et Sébastien (11 et 13 ans), qui vont dans un collège juste en face, sont venus en parler à Radio libertaire avec Francis, Sylvie, Laurent et Nicolas (du groupe libertaire d'Ivry).

Sébastien: Des copains en parlaient sur Internet. Il y en a un qui a dit: «Il y a des Roms, ils font plein de bruit, j'espère qu'ils vont partir.»

Francis: Les voisins ont fait une pétition pour que la mairie expulse les Roms, avec des prétextes hallucinants: ils s'introduisent chez eux, ils volent des baignoires...

Sébastien: Au collège, tout le monde se rassemblait devant la grille. Dès que les Roms se garaient, ils disaient «Ils ont volé la voiture», et tout le monde les insultait. À ce qui paraît, des Roms disaient que l'un de nous avait lancé une pierre sur eux, qui avait touché des gens, et ils montraient quelqu'un du doigt. Après, tout le monde disait «Ils vont te fusiller à la sortie», «Ils vont te frapper», «Ils vont te violer», même.

Sylvie: Est-ce que tu peux raconter l'histoire quand tu es revenu en disant il y a un enfant du camp Rom qui jetait des cailloux sur une voiture?

Jérémie: C'était une voiture qui était là depuis le début de la rentrée, cassée, en morceaux. Il leur aurait dit: «Cassez-vous, ça vous regarde pas!»

Sylvie: Sauf qu'il y a un truc qui va pas: ils savent pas parler français... On les voit partout. Comme ils ont pas d'endroit spécifique à eux, il y a un côté comme ça, une population qui s'infiltre, tu peux la retrouver dans ta poubelle, dans ta baignoire, ici en train de casser une voiture, là en train d'en voler une. Je me demande si c'est pas lié au fait qu'on les voit comme n'ayant pas de lieu fixe, généralement parce qu'on les vire de partout: puisqu'ils sont nulle part, ils peuvent être partout. En fait, vous en saviez rien s'ils venaient du camp ou pas. Dans la cité Truillot (à côté du camp), on va pas expulser tout un immeuble parce qu'on pense qu'il y a un voleur. Vous trouveriez pas ça incroyable, de punir tout le monde pour une faute qu'aurait commise une personne? C'est ça aussi le racisme: généraliser à partir d'un cas particulier. Jérémie, tu es allé voir les Roms dans le camp avec un copain. Personne d'autre n'a voulu venir?

Jérémie: Les autres copains disaient «Vous êtes fous, ils vont vous kidnapper».

Sylvie: Est-ce qu'il y a du racisme en général, dans votre collège?

Sébastien: Pour eux, c'est pas être raciste de les insulter.

Jérémie: On est allé faire du sport dans le gymnase où étaient les Roms et ils disaient «Ça pue les gitans».

Sylvie: C'est curieux, comme s'il y avait une espèce d'unité, tout le monde contre les Roms. Pourtant, dans votre collège, il y a toutes sortes de gens, vous êtes habitués à vivre ensemble. Pourquoi ils détestent spécialement les gitans?

Sébastien: Il y en a, chez eux c'est tout petit, et il y en a d'autres qui ont une plus grande maison, et ils leur disent «T'as une toute petite maison» et tout ça. Du coup, je pense qu'ils se vengent un peu sur ceux qu'ont même pas de maison.

Sébastien: Ils les insultent et ils ont peur des Roms en même temps. Ils disent qu'ils vont les taper.

Laurent: Si des enfants s'expriment comme ça, c'est aussi parce que derrière il y a des adultes. Ça me rappelle mon enfance, les romanichels, comme disaient les gens, quand ils arrivaient dans le village, toutes les portes se fermaient, tout ce qui traînait dans les jardins était rangé, c'était la parano totale. Ça me fait penser à ces réflexes d'identités nationales auxquelles adhèrent parfois les nations. Quand il y a un ennemi commun, les différences vont s'évanouir, au moins pendant un temps, pour créer un phénomène d'unité; et là, ce phénomène d'unité se fait sur des gens qui sont les étrangers, parce que, dans une ville où on est déjà habitué à vivre ensemble entre communautés différentes, il y a une autre communauté qui s'est faite par-dessus, celle des gens qui sont là qui vivent ensemble plus ou moins bien; et l'étranger arrive et va cristalliser sur lui un rejet avec parfois des mots utilisés particulièrement violents.

Sylvie: Dans la littérature populaire, les gitans sont des kidnappeurs, et en général ça intervient dans une histoire où un petit bébé de haute lignée a été volé par une gitane. Elles kidnappent les enfants, ils oublient toutes leurs origines, et on les retrouve plus tard grâce à une tâche de naissance ou les habits de bébé que reconnaissent les véritables parents. Est-ce que vous avez déjà vu des films ou des bandes dessinées où on voit des gitans?

Sébastien: En classe. on nous a montré un petit extrait de film. Une sorte de bidonville. Comme toilette, ils avaient une sorte de toute petite cabine, et comme il n'y avait pas beaucoup d'hygiène, il y avait plein de maladies.

Sylvie: Les Roms sont obligatoirement associés à l'idée de misère et de manque d'hygiène.

Laurent: Il est intéressant toujours de comprendre la culture des gens avec qui on vit; mais je connais aussi des gens qui lisent des tonnes de bouquins sur les cultures du monde et quand un camp de Roms se met en face de chez eux, ils commencent à penser que, quand même, ça va déprécier le prix du mètre carré, qu'il y a peut-être des solutions humanitaires, oui, mais plus loin si c'est possible. C'est une question de justice: sans même ne rien savoir de la culture, de l'origine ou de l'histoire des gens qui sont là, la situation qui leur est faite est insupportable, et rien que ça c'est une bonne raison pour les soutenir en prenant part à leur lutte.

Sylvie: Sébastien, est-ce que tu as essayé de convaincre tes copains que c'était pas vrai qu'ils kidnappaient, qu'ils avaient pas de

fusil, qu'ils volaient pas les voitures, que c'est pas eux qu'avaient jeté les cailloux?

Sébastien: Au début, ils m'ont écouté. Il y en avait d'autres qui disaient «Arrêtez ça se fait pas»; mais il y en avait plus contre les Roms, du coup ils écoutaient plutôt ceux-là.

Sylvie: T'as essayé, toi, Jérémie?

Jérémie: Ils te disent que t'es comme les gitans si tu les défends, ils nous traitent de clochards.



Laurent: On le voit, prendre position pour les Roms, ça peut vouloir dire de la part d'autres enfants ou adolescents être exclu d'une communauté à laquelle on veut à tout prix rester attaché. C'est un phénomène qui touche aussi les adultes, on peut voir la même chose parfois dans des milieux politiques, associatifs ou autres : si quelqu'un est menacé d'exclusion, il va pas avoir du soutien et de la solidarité, au contraire, toute la communauté va se resserrer contre lui pour être préservés eux-mêmes de l'opprobre, de l'assimilation, ou de l'exclusion. Devant une situation qui nécessiterait de la détermination, du courage, de l'affirmation de ce qu'on pense vraiment, on va capituler, faire front commun avec d'autres pour ne pas être à son tour exclus du groupe. C'est aussi comme ça que se développe le racisme.

Francis: Je discutais du camp de Roms avec une copine, d'abord assez compatissante, mais après elle me dit qu'ils pourraient quand même faire un effort pour essayer de «s'intégrer».

Sylvie: Moi je cherche pas beaucoup à m'intégrer, je te le dis tout net. C'est d'autant plus odieux, que s'intégrer, d'une certaine manière, avoir un endroit où se mettre avec leur famille et qui soit un peu décent, trouver un travail, ils demandent que ça. (D'ailleurs, je refais un appel pour une machine à coudre, parce qu'il y avait une jeune femme qui faisait des travaux de couture avant que leur camp brûle.)

Nicolas: Ils ont légalement l'impossibilité de travailler, même s'ils ont un titre de séjour provisoire c'est souvent sans possibilité de travail; donc là aussi on leur reproche quelque chose qu'on les empêche de faire.

Francis: L'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris, propriétaire du terrain) a essayé d'accélérer la procédure pour l'expulsion; mais les Roms ont gagné le procès pour vice de procédure.

Sylvie: Normalement, ça prend plus de temps que ça, mais ils étaient tellement pressés de les virer d'un terrain où il n'y a que de la bouillasse, depuis des années, mais tout d'un coup ça devient très très urgent, il leur faut absolument récupérer ce terrain. L'avocat de l'AP-HP était immonde. À un moment donné, il dit: «J'ai de la compassion pour ces personnes, donc je ne parlerai pas des nombreuses pétitions des voisins qui n'en peuvent plus», etc., il a bien insisté. Il y avait aussi dans les pièces à charge un témoignage d'un employé de l'hôpital qui avait vu un couple secouer la porte du service dentaire (jusqu'à à côté du terrain où sont les Roms) parce que le cabinet dentaire était fermé, et normalement il est ouvert. Il s'est dit que c'était deux personnes qui essayaient de fracturer la porte et, comme la femme était voilée à la musulmane, il en avait déduit qu'ils venaient du camp de Roms; or ils sont catholiques. On a quand même l'impression que ce racisme là écrase tous les autres, parce qu'on est quand même à Ivry, où c'est pas une ville où on ne croise jamais de musulmans, donc quand tu croises un musulman tu te dis pas voilà quelqu'un du camp de Roms, c'est curieux comme idée. Même s'il y avait eu des musulmans sur le camp, pourquoi imaginer que cette femme en venait? Tout comme les enfants qui imaginaient qu'un gosse qui casse une voiture vient du camp. D'habitude, c'était les enfants de la cité Gagarine qui étaient dans le collimateur de la cité Truilliot, qui est classe moyenne-inférieure on va dire. On aurait vu un gosse casser une voiture, forcément, même si on le connaît pas, il vient de la cité Gagarine. Depuis qu'il y a les Roms, il vient forcément du camp. C'est fou. N., S., J., F., L.

Loin Deyzieu, loin du cœur



REFLEXes

http://reflexes.samizdat.net

CE PREMIER 1^{ER} MAI de l'ère Marine Le Pen n'aura pas déplacé les foules. Malgré un trajet très particulier dans les rues de Paris pour cacher la faible mobilisation, il était évident que le défilé du Front national (FN) n'avait pas retrouvé les effectifs des années 1990 ou celui de 2002, prouvant une fois de plus que si le FN a des électeurs, il n'a pas de militants. On peut légitimement estimer qu'entre 3000 et 4000 personnes seulement avaient fait le déplacement.

En tête de cortège, la plupart des responsables du FN et des secrétaires départementaux s'étaient regroupés autour de Marine Le Pen tandis que Bruno Gollnisch défilait en fin de manif entouré de son équipe rapprochée. La fédération lyonnaise a d'ailleurs singulièrement fondu depuis l'année dernière, le congrès de Tours et la polémique sur l'Œuvre française ayant eu leur petit effet. Entre les deux, on retrouvait les différentes fédérations du FN, certaines regroupant moins d'une dizaine de personnes, certains brandissant de curieux drapeaux bleus siglés «Liberté» totalement neutre, sans aucune référence au FN ou à Marine Le Pen.

Quant au tournant syndical du FN impulsé par Marine Le Pen si souvent décrit dans les médias, on repassera: on était très loin de l'ambiance du défilé du 1^{er} mai 1996, quand Mégret et ses troupes s'étaient fixés comme objectif d'investir le champ syndical. Pas un seul tract, slogan ou banderole ne faisaient référence au monde syndical. Certains ont néanmoins réussi à voir Thierry Gourlot et Fabien Engelmann derrière une banderole

«Pour un syndicalisme national». Cette absence totale de thématique au sein du cortège frontiste était même flagrant. Rien n'avait été autorisé à part les banderoles de férérations, les drapeaux bleu blanc rouge et les fameux drapeaux bleus. Même les slogans donnaient dans le classique: «Le Pen président», «Bleu, blanc, rouge, la France aux Français» et parfois un timide «France, Nation, Révolution».

Les «bones» habitudes

Ce défilé devait également être celui d'un nouveau FN plus propre, débarrassé des skins et autre groupuscules nationalistes si gênants pour la nouvelle direction. Malgré des consignes strictes envoyées aux fédérations, les boneheads étaient bien présents dans le cortège du FN, comme simples participants ou intégrés dans les SO volants. Certes, le look était moins explicite que par le passé, mais pour toute personne connaissant un tant soit peu ce milieu, il était évident que le FN n'avait pas fait le ménage dans ses rangs et que le parti a encore et toujours besoin de ce genre d'individus ou des groupuscules radicaux pour venir renforcer un service d'ordre incapable numériquement de tenir un tel événement. Preuve de la mauvaise santé du DPS, il n'existait aucune uniformité parmi les différents groupes présents tout au long de la manif, certains arborant les bombers et casques siglés DPS [Département potection sécurité, service d'ordre du FN. Ndlr] tandis que d'autres se la jouaient plus professionnels avec des coupe-vent siglés DPS, un peu

arguments

comme les boîtes de sécurité pro. Enfin, plusieurs dizaines d'individus, comme par exemple des pompiers, portaient le brassard orange autour du bras.

En fin de manif, comme par le passé, les esprits se sont un peu échauffés. Certains membres des SO volants, perdant leur calme, ont tenté à plusieurs reprises d'intimider physiquement journalistes et passants, forçant Yvan Benedetti, lors du passage de la fédération Rhône-Alpes, de calmer les esprits. En fin de cortège, la tradition était également au rendez-vous puisque, comme aux «belles» années du défilé du Front des années 1980 et 1990, on retrouvait une petite délégation du Gud emmenée par Édouard Klein et Baptiste Coquelles qui, pour l'occasion, aura enfin pu terminer un défilé du FN. Les gudars seront rejoints lors du discours de Marine Le Pen par Serge «Batskin» Ayoub, preuve que politiquement ce petit milieu navigue à vue, essayant de prendre la température du moment.

Le défilé du 8 mai

Mais ce constat sur la baisse des effectifs du FN version Marine vaut aussi pour la manifestation nationaliste du 8 mai, autrefois commémoration du 9 mai, devenue grande sortie annuelle de tout ce que le pays compte de groupuscules et de psychopathes nationalistes. Les organisateurs, et en premier lieu Serge Ayoub, avaient en effet marqué un coup l'année dernière en transformant une retraite aux flambeaux annuelle de 300 personnes en une manifestation de 700 à 800 personnes relativement impressionnante. Celle de cette année était globalement en retrait, entre 500 et 600 personnes grand maximum, comme on peut d'ailleurs l'apercevoir sur les photos d'altitude publiées sur le blog Droites extrêmes. Ce reflux se ressentait dans quasiment tous les cortèges, dès lors que l'on retrouvait globalement les mêmes que l'année dernière: Nouvelle droite populaire (NDP), Terre & Peuple (T&P), Renouveau français (RF), Gud, Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR) et Troisième voie, Nationalistes autonomes, Front comtois, Front des patriotes, Nation, Comité du 9 mai (C9M) et hools parisiens.

On peut considérer que cette manifestation à l'ampleur nationale a donc atteint son niveau réel de potentiel de participants car la sociologie de ces derniers est très limitée: énorme majorité de jeunes militants ou sympathisants radicaux très fortement lookés (tatouages à foison, crânes rasés à l'unisson) et vieux militants retraités ou pas loin de l'être. On voit ainsi mal comment les organisateurs pourraient espérer attirer des militants moins typés et à plus forte raison des familles avec enfants, si on excepte le Renouveau français qui alignait celles de ses militants.

Ce nombre demeure cependant – et évidemment – loin d'être négligeable au regard



du nombre de manifestants venus pour le FN ce 1er mai.

La manifestation appelle quelques autres remarques. Serge Ayoub a définitivement enterré Sébastien Deyzieu et cette manifestation du 8 mai n'a clairement plus qu'un lien fort symbolique avec le militant nationaliste décédé en 1994. Certes une messe doit être dite le 9 mai au soir à Saint-Nicolas du Chardonnet avec à la clé un dépôt de gerbe, mais la commémoration est résiduelle. Il n'a été fait aucune allusion au 8 mai 1994 et le fantomatique C9M censé perpétué le souvenir de Sébastien Deyzieu était relégué en toute fin de cortège, animé et drainé par des inconnus, à quelques exceptions près.

La droite radicale est retournée à son niveau d'éparpillement et de fractionnement de la fin des années 1980, avec une multitude de groupes, souvent locaux, se réclamant du nationalisme révolutionnaire ou du national-socialisme et en utilisant les symboles et les slogans. Personne ni aucune organisation ne semble en capacité d'unifier toutes ces structures ou ne serait-ce que de les coordonner. D'ailleurs, si chaque groupe veut bien manifester, c'est souvent en espérant être le plus loin possible des autres. C'était particulièrement net avec les «vieux» de la NDP et de T & P mais tout autant avec le RF. On peut bien s'appeler «camarades», il y a des limites...

Cette manifestation est devenue l'anti-1er mai. Non seulement parce que les participants ne se privent pas pour dire tout le mal qu'ils pensent de Marine Le Pen, y compris d'ailleurs à la tribune puisque Pierre Vial y est allé de son coup de patte attendu sur les «valeurs de la République» chères selon lui à la fille Le Pen, mais surtout parce qu'on y retrouve tous les parias du FN, en l'occurrence les désormais célébrissimes Alexandre Gabriac et Christophe Georgy, entre autres, ou les futurs purgés comme Yvan Benedetti. Pour autant, ils n'étaient pas les seuls puisqu'un proche de Marine Le Pen, en l'occurrence Jildaz Mahé, était également présent, sans doute par pure curiosité.

La manifestation s'est terminée par des prises de parole qui ont rarement soulevé l'enthousiasme. La palme du flop revient sans doute à l'orateur du RF, Sylvain Jaurand alias Sylvain Maubranche, au charisme approximatif, espérant fermement redonner à cette manifestation un contenu spirituel catholique qui ne lui a attiré que des ricanements dans les rangs de Terre & Peuple. Il dispute cependant cette palme à Édouard Klein qui peine décidément à entrer dans le costume de ses anciens, n'ayant l'envergure ni du fond ni de la forme généralement associés au Gud. Assez curieusement, et contrairement à l'année dernière, Serge Ayoub n'a pas montré non plus un talent extraordinaire, s'engageant dans une longue énumération des batailles dont lui et les siens seraient les héritiers, de Bouvines à la Bastille en passant par Verdun, ce qui n'était pas frappant quand on regardait l'état d'ébriété de certains participants. Enfin Robert Spieler et Pierre Vial ont été égaux avec eux-mêmes, Vial multipliant les clins d'œil antisémites comme il les aime et comme les apprécient d'autres personnalités présentes, à l'instar de François Lalin. Le même Vial a d'ailleurs tout autant marqué son territoire en utilisant plusieurs fois le terme «identitaire», histoire de ne pas laisser ce vocable aux frères ennemis niçois. Les mêmes, en moins nombreux, ont assisté au meeting de l'après-midi tenu passage Dubail dans les anciens locaux du PNF, tandis que les JNR tenaient une assemblée communautaire rue des Vinaigriers et certains ont même poursuivi le soir au concert de Laibach.

Sous la pression des antifascistes et par la volonté de Serge Ayoub, la droite radicale a clairement tourné la page Deyzieu, prouvant au passage que la prétendue commémoration n'était depuis longtemps qu'un prétexte pour une manifestation publique. Mais cela a été pour mieux rebondir en instituant un nouveau rendez-vous des affreux. On peut d'ores et déjà se préparer à celui de l'année prochaine...

Vive la révolution!

Forum social de La Havanne



Daniel Pinos

Pour le Galsic (Groupe d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants de Cuba) LE PREMIER FORUM SOCIAL organisé sur l'île de Cuba n'a pas bénéficié du soutien des institutions, contrairement aux forums organisés dans d'autres pays. Le réseau de l'Observatoire critique, à l'origine de cet événement, a dû faire face, à quelques jours de la rencontre, à toute une série d'obstructions visant à empêcher l'organisation du Forum.

Alors que les rencontres étaient au départ prévues au centre culturel le Mejunje de Santa Clara, les autorités ont fait pression sur le directeur de ce centre pour qu'il annule l'événement. C'était sans compter avec l'imagination des organisateurs du Forum. Les rencontres ont eu lieu dans un jardin extraordinaire, dans le quartier marginal de Coco Solo, à Marianao, à la périphérie de La Havane, les 26 et 27 mars derniers. Un lieu unique, le jardin luxuriant d'une maison particulière, celle de la famille Pérez, qui est aussi le siège du projet culturel Coco Solo Social Club animé par le dramaturge cubain Manuel Martínez.

C'est dans ce cadre qu'une soixantaine d'activistes sociaux, d'écrivains, d'artistes, de promoteurs culturels, de chercheurs, de journalistes, de blogueurs et de dirigeants communautaires se sont réunis pour dialoguer à propos des perspectives révolutionnaires, apporter leurs critiques sur l'actualité cubaine et mondiale, et formuler des propositions pour un changement de société émancipateur.

Le Forum était également organisé par le Groupe international de travail anticapitalisme et sociabilités émergentes (membre du Conseil latino-américain de sciences sociales, Clacso) et par l'atelier Vivre la Révolution.

Pour la première fois, cette rencontre annuelle, convoquée historiquement sous le concept de Rencontres de l'Observatoire critique, a été organisée de façon totalement autogestionnaire. Dépassant le cadre strict d'un événement académique de critique et d'investigation socio-culturels jusqu'ici parrainé par l'Association des frères Saíz - un organisme officiel -, les organisateurs ont travaillé intensément en partant des objectifs définis lors de la première édition des Rencontres, en 2006. Cette année-là, la création d'un réseau protagoniste et solidaire de projets autonomes et la progressive transformation de l'événement en un véritable forum social furent décidées.

«Créer, solidariser, révolutionner», c'est sur ce thème que les organisateurs souhaitaient «socialiser et analyser les expériences créatives et libératrices» de Cuba à partir des témoignages de militants qui travaillent volontairement sur des initiatives locales et communautaires dans différents projets concernant l'écologie, le féminisme, la liberté, sur internet ou sur le terrain social.

Le forum s'est ouvert avec la projection du documentaire indépendant, En cherchant la lumière. Manuel Martínez, l'animateur du centre culturel Coco Solo Social Club, fit un large tour d'horizon des projets du groupe d'artistes qui jouent et qui chantent dans des fêtes gratuites autogérées dans l'immense jardin, propriété de la famille Pérez depuis le début du siècle passé.

Pour sa part, le chercheur Jorge Luis Alemán, membre de la Chaire Haydée Santamaría, proposa une réflexion sur la nécessité d'une décentralisation dans la société cubaine actuelle. Pour lui, ce concept implique le transfert du pouvoir aux entités locales, celles qui ont des capacités d'autogestion. Il mit en évidence la nécessité de donner un rôle plus important aux acteurs locaux, de passer des contrats avec les protagonistes, avec l'émergence d'un secteur très important regroupant des travailleurs indépendants, et de permettre une large participation aux citoyens, conditions qui sont essentielles pour réaliser la décentralisation.

Les blogueurs Francisco Rodríguez, Sandra Alvarez Silvia et Jasmine Gates ont souligné ensuite l'importance de la blogosphère pour l'activisme des citoyens et pour résister au capitalisme, en particulier pour les luttes traditionnellement marginalisées comme celles des non-hétéros. De son côté, Luis Rondon, membre du groupe Des hommes pour la diversité, aborda la question de l'expérience et les vicissitudes du bulletin Noti G. Un bulletin qui est dans un processus de légalisation devant les organismes de réglementation des périodiques cubains.

Des informations sur le Centre de psychologie et de recherches sociologiques ont été données. Ce centre lutte pour parvenir à un véritable dialogue entre les générations et pour une authentique participation sociale des jeunes dans des quartiers difficiles ,comme le Groupe Jeunes au secours de Buena Vista. Ce projet consiste à soutenir les jeunes en grande difficulté, il est animé par des personnes qui agissent dans la commu-

nauté afin d'aider à la réinsertion des jeunes dans la société.

Par ailleurs, la réalisatrice Ivette Avila présenta plusieurs animations créées par des enfants qui participent, sans aucun esprit de compétition, à des ateliers dans le quartier 10 octobre de La Havane.

La première journée s'est achevée avec un concert extrêmement émouvant offert par le projet Escuadrón Patriota dont le chanteur Raudel est un des plus importants représentants de la culture hip-hop underground cubaine. En raison du contenu très critique de ses chansons vis-à-vis du pouvoir, Raudel fait partie d'un groupe d'artistes indépendants censurés par les autorités de l'île.

La deuxième journée du Forum social a commencé avec un débat sur les institutions politiques et juridiques et sur les difficultés du projet révolutionnaire à Cuba, où a été mis en évidence le besoin profond d'aller vers une participation de tous les secteurs de la société.

La discussion a porté sur des sujets tels que les voies d'exercice de l'initiative législative, la démocratie directe, la protection des droits des citoyens, la recherche d'alternatives aux structures bureaucratiques qui dominent et pèsent sur le système, le contrôle populaire sur le gouvernement et sur l'administration publique. Des débats ont également porté sur l'activisme social, l'engagement des forces révolutionnaires autour de différentes questions en rapport avec l'agenda politique actuel, l'indispensable dialogue entre les différents acteurs sociaux — dont le Forum constitue une place forte et une plate-forme ouverte —, la nécessité d'af-

fronter les actes de répression et d'obstruction, ainsi que l'inclusion dans les discussions des propositions des autres pays d'Amérique en révolution.

Le Forum a convenu de créer immédiatement un espace pour la présentation et la discussion autour d'un programme, les «Propositions pour la promotion du socialisme à Cuba». Ses auteurs proposent une voie socialiste pour Cuba, sur la base d'une démocratisation politique profonde et d'une socialisation radicale des relations productives

Dans le dialogue qui a suivi la présentation des «propositions», il est ressorti que le socialisme implique le plus large éventail de libertés populaires, avec des possibilités et des garanties pour l'exercice de l'activité politique et économique des personnes. Tandis qu'il ne doit pas être assimilé à un parti unique, à la censure, à la prédominance de la propriété étatique des moyens de production et de vie, à l'immobilité et à la gestion bureaucratique et à des manifestations qui se sont avérées inefficaces dans les pays d'Europe de l'Est, entre autres.

Le débat a eu son moment de poésie avec des textes de forte critique sociale.

Un espace fut consacré au rappel de deux événements importants de l'histoire révolutionnaire des travailleurs du monde, des événements qui répondent à ces mois anniversaires: la Commune de Paris (France, mars 1871) et Kronstadt (Russie, mars 1921). Un extrait du film de Peter Watkins, La Commune de Paris, fut projeté et un hommage fut rendu aux communards. J'ai en cette occasion rappelé les raisons de l'insurrection parisienne, le caractère libertaire des pratiques des insurgés, ainsi que la répression sanglante dont ils furent victimes après l'intervention de l'armée aux ordres de la bourgeoisie.

À propos de Kronstadt, plusieurs questions du public émergèrent sur les caractéristiques du mouvement anarchiste et sur le programme initial des soviets qui sont nés à partir des luttes du prolétariat russe au début du xx° siècle. Sur ces événements historiques, le potentiel révolutionnaire et libérateur des mouvements sociaux fut mis en évidence.

Le rappel historique et le débat théorique se complétèrent pour une évaluation critique de différents projets et de différents espaces de participation des citoyens, entre autres celui de l'atelier Vivre la Révolution qui coparrainait l'événement. Cet atelier d'écriture collective se concrétisa par un livre, produit après plus d'un an de séances, et suscita d'intéressantes réflexions sur des sujets tels que l'antagonisme social, la liberté d'impression, le dialogue, le domaine de l'édition cubaine, etc.

D'autres projets furent présentés: la Fraternité de la négritude, couleur cubaine et la commission de l'Uneac (Union nationale des écrivains et des artistes cubains) contre la



discrimination raciale, l'Atelier libertaire Alfredo Lopez, le Festival de musique électronique, plus connu sous le nom de Festival de Rotilla, et la scène de rock cubaine, à partir des expériences de deux espaces : le Patio de Maria et Maxim Rock.

La discussion tourna ensuite autour de la nécessité d'éliminer les pratiques racistes et discriminatoires, y compris au niveau sexuel, autour de la marchandisation de la culture, un espace stimulant pour aborder les échanges capitalistes et les dommages qu'ils occasionnent en termes spirituels (aliénation croissante et distorsion des notions de liberté et de jouissance) et écologiques (le cas de la pollution dans le Festival de Rotilla). Il fut aussi question des dynamiques délétères générées par l'intromission des agents travaillant au service de l'État dans les activités culturelles, de la nécessité d'augmenter l'activisme civique, moyen clé pour résister à de tels actes, ce qui peut contribuer de manière significative au recul des pratiques de domination et à aider à ce que la vie des plus jeunes soit plus remplie de sens.

Comme la veille, deux questions clés ont été débattues. D'abord l'absence (ou l'insuffisance) de projets de développement local face à la désindustrialisation qu'ont subie de nombreuses communautés et de nombreux secteurs productifs à Cuba. Ensuite, les violations systématiques des procédures qui se produisent au sein des institutions bureaucratiques en raison du manque de transparence et de contrôle populaire « par en bas », ainsi que le manque endémique de cohérence entre les points de vue des fonctionnaires, le discours officiel, les documents internes des organismes et les opinions exprimées dans les espaces de travail.

Ces faits ont été vérifiés par la discussion autour de deux études en profondeur et une analyse complète sur les politiques publiques et les propositions contenues dans le projet de lignes directrices préparé par une commission pour le sixième congrès du Parti communiste cubain.

Il fut discuté des aspects controversés de l'informatisation de la société cubaine et mondiale aujourd'hui; il fut mis en évidence le potentiel de production et la jouissance de logiciels open source – les possibilités qu'ils offrent pour créer des rapports sociaux non marchands –, ainsi que la nécessité de contrer le pouvoir que déploient les grandes entreprises capitalistes et les organismes au service de la domination étatique. Ce qui devient pertinent afin de protéger notre vie privée et de rendre plus efficaces les agendas politiques personnels de ceux qui défendent l'émancipation de l'homme sous tous les aspects en matière de sécurité informatique.

Plusieurs collectifs d'artistes ont participé au Forum social cubain, le groupe de création poétique Chequendeque rappela les ancêtres africains et appela à la fraternisation culturelle entre Cuba, les pays d'Afrique et



d'Amérique latine dans de nombreuses actions de profonde expression spirituelle et esthétique. Un autre collectif, celui de Babito et Carmela, illustra son travail avec des marionnettes à caractère pédagogique.

Une caractéristique inhabituelle dans le Forum a été la subversion des rôles traditionnels sexe/classe/statut. Il était normal d'observer comment un militant épluchait des pommes de terre tout en participant avec passion à un débat sur la constitution de la République, ou comment un modérateur du débat servait des verres de jus de goyave pour activer les neurones des participants et atténuer la chaleur. Les militants de l'Observatoire critique pensent que dans la nouvelle maison Cuba il ne doit pas y avoir des chambres pour les serviteurs, ni des chambres pour les seigneurs.

L'intervention finale, en plus de faire l'éloge de la subversion des rôles de sexe/classe/statut, appela les participants à une plus grande implication dans les pratiques organisationnelles, ce qui devrait se produire dans les réunions futures. Cela serait, dans la pratique, l'élimination de la différence entre les décideurs et les exécutants: une première étape importante vers l'émancipation.

De sincères remerciements furent également adressés à la famille d'accueil du projet Coco Solo Social Club. Grâce à eux, le Forum social cubain a pu compter sur un espace chaleureux et convivial. Avec cet hommage à la famille cubaine, l'unité sociale qui a subi le plein impact de la crise systémique, s'est achevé l'événement. Des enfants, des adolescents et des adultes de la population du quartier de Coco Solo ont participé à la dernière étape de ce Forum.

Les participants ont convenu à l'unanimité de poursuivre leur travail ensemble afin de progresser vers plus de réunions durant cette période cruciale d'une année qui sera également décisive pour Cuba.

Le contexte politique et social cubain

Le Parti communiste de Cuba est le seul parti autorisé dans l'île selon la constitution, il réunira un congrès du 16 au 19 avril prochain avec pour projet les «Orientations de la politique économique et sociale», ce qui devrait constituer un nouveau virage politique pour une transition vers le capitalisme. D'ailleurs, le congrès sera uniquement consacré aux questions économiques et sociales, il ne devrait pas renouveler la direction du parti.

Cinquante-deux ans après la prise du pouvoir par l'armée rebelle et son commandant Fidel Castro, Cuba se trouve de nouveau à un moment charnière de son histoire, à un moment où jamais l'écart entre les jeunes et la vieille génération au pouvoir n'a été aussi grand.

«Sortir du chaos sans instaurer la loi de la jungle», c'est ainsi que le sociologue Aurelio Alonso résume le dilemme cubain. Dans un pays en plein désarroi, les réformes économiques marchandes des années 1990 ont déstabilisé la population et provoqué une nouvelle stratification sociale. Six cent mille fonctionnaires viennent d'être licenciés, un plan prévoit la perte d'emploi pour 1300000 employés du secteur public dans les prochains mois.

La population urbaine en situation de pauvreté dont les besoins de base ne sont pas satisfaits est passée de 6,3 % en 1988 à 20 % dans les années 2000. La petite bourgeoisie urbaine

et rurale s'est recomposée à partir de l'économie informelle, du travail indépendant et de l'élargissement des mécanismes de marché dans la distribution. Dans l'économie informelle, on peut observer certaines activités qui fonctionnent comme de petites entreprises, où il est possible de distinguer clairement le patron ou l'employeur, les salariés, les aides familiales et même des apprentis.

L'homogénéité sociale et l'égalité conquises au début de la révolution ont régressé alors qu'elles demeurent des valeurs enracinées dans la société. Avant la crise, l'universalisation des droits sociaux garantissait l'alimentation de base, l'éducation, la santé, la sécurité sociale, l'emploi et l'accès aux biens culturels. La société avait atteint des niveaux d'égalité relativement élevés et l'intégration raciale avait progressé. La crise a sapé ces acquis, et les tensions ont augmenté.

Les nouvelles générations n'ont connu que l'austérité de la «période spéciale» (provoquée, à partir de 1991, par l'effondrement du bloc soviétique) et une société qui n'a rien à voir avec celle de leurs aînés.

"Tandis que l'éducation se dégradait, des professeurs ont quitté leur emploi au profit d'activités privées mieux rémunérées ou en s'exilant. On les remplace parfois par des maestros emergentes, enseignants peu expérimentés ayant reçu une formation courte. «L'enseignement est un désastre», s'est écrié un membre du public lors d'un débat organisé par la revue Temas dans le cadre du congrès de l'Union nationale des écrivains et artistes cubains (Uneac), en écho à l'intervention remarquée du directeur du Festival de cinéma latino-américain, Alfredo Guevara,

dénonçant «les critères et les pratiques absurdes qui régentent l'éducation ».

D'où vient le désintérêt de nombreux jeunes pour la politique? Les jeunes sont exaspérés par les «exhortations» et les «orientations» exprimées quotidiennement par les dirigeants. Le sentiment qu'ils n'ont pas d'avenir professionnel correspondant à la qualification acquise est répandu, et beaucoup cherchent à quitter l'île. En février 2008, lors d'un face-à-face très médiatisé, un étudiant fit part de ses griefs au président de l'Assemblée nationale Ricardo Alarcón. Pourquoi faut-il une autorisation pour voyager? Pourquoi l'accès à internet est-il restreint?

En reconnaissant publiquement que le système ne fonctionne pas bien, que les salaires sont insuffisants, qu'il faut des «changements structurels», M. Raúl Castro a suscité beaucoup d'espoirs. En appelant ses compatriotes à participer à un grand débat national, le nouveau président a ouvert un espace pour l'expression d'opinions divergentes. Bien qu'aucune synthèse de la discussion n'ait été rendue publique, on sait que les militants se sont prononcés en faveur d'un socialisme plus participatif et plus démocratique. La population, elle, réclame d'abord des améliorations de la vie quotidienne. Il faut changer. Mais quoi, quand, comment?

De quoi discute-t-on? Sur quoi portent les différences? Des militants, des chercheurs, des intellectuels et certains cercles étudiants sont en quête d'un socialisme alternatif. Cette recherche s'accompagne d'un retour critique sur le «socialisme réel» et le bilan de la chute de l'URSS dont l'analyse a toujours été repoussée « pour ne pas mettre en péril l'unité et ne pas donner d'armes à l'adversaire ». Mais il s'agit là d'un « simulacre d'unanimité : Alfredo Guevara dénonce « la conversion des idées en rituel, en palabres, en cérémonie, chose fréquente dans l'histoire chez les bureaucrates et les opportunistes ».

Les Forces armées révolutionnaires (Far) demeurent incontournables. Raúl Castro en fut le ministre pendant presque un demi-siècle, et elles contrôlent directement ou indirectement les deux tiers de l'économie. Leurs entreprises sont le vecteur de nombreuses transformations, et les militaires qui les dirigent ont expérimenté des méthodes de gestion capitalistes. Il existe le risque de voir se développer un système économique avec les risques liés au développement phénoménal de la Chine, confrontée à une distribution inégale des revenus, à la misère, à une différence marquée entre les villes et les campagnes, et à la dégradation l'environnement. Bien qu'aucun des dirigeants ne propose de changements politiques, l'aspiration à une démocratie participative, à un socialisme autogestionnaire se fait sentir. La population critique les institutions trop bureaucratiques, elle demande une plus grande participation de la base sociale. Le parti ne peut plus diriger l'État, c'est le peuple qui doit le faire.

Les libertaires sont aujourd'hui les principaux animateurs de l'Observatoire critique, ils sont les héritiers d'idéaux qui ont marqué le cheminement d'Enrique Roig San Martín, d'Alfredo Lopez, d'Enrique Varona, de Marcelo Salines et de beaucoup d'autres.

L'Observatoire critique appartient au nouveau panorama social et culturel cubain, alternatif, contestataire, qui se dessine aujourd'hui dans l'île. Des groupes informels de jeunes artistes, musiciens, universitaires, se regroupent et se retrouvent autour de discussions, de lectures, de manifestations à caractère culturel, de happenings et indépendamment des structures officielles. Ces formes de contestation n'intéressent évidemment pas les grands médias occidentaux, ni les médias du régime qui préfèrent ne pas en parler. Mais, ils incarnent un autre futur, une autre Cuba possible...

Il est aujourd'hui du devoir de tous les libertaires et de tous les révolutionnaires de soutenir par tous les moyens possibles les militants de l'Observatoire critique dans leur projet de transformation de la société cubaine. Diffusez l'information, leurs textes, leurs comptes rendus d'activités, soutenez-les en leur faisant parvenir des livres au contenu social qu'on ne trouve pas à Cuba en raison de la censure, ou avec tout autre forme d'aide matérielle.



Nous ne les laisserons pas seuls!

Solidarité envers les militants cubains

LE SIXIÈME CONGRÈS du Parti communiste cubain vient de se terminer avec l'annonce de la mise en place de réformes libérales («à chacun selon son travail») dans la sphère économique. Mais il faut également noter la réduction des services sociaux ainsi que la présence renforcée de militaires et de technocrates dans l'appareil d'État, alors que la place accordée aux intellectuels et aux ouvriers se restreint.

Dans la rhétorique comme dans les faits, l'efficacité, le contrôle et la discipline se substituent à l'égalité, à la solidarité et à la participation. Dans ce contexte, on note des signes d'une plus grande répression de la sphère culturelle, ce qui laisse présager un nouveau retour en arrière en matière de libertés fondamentales pour la population cubaine. Des artistes performeurs voient leurs noms salis par des fonctionnaires de la culture – reconvertis en censeurs – et par la mise en place de campagnes dans tout le pays qui diffusent des rumeurs et des accusations mensongères. Un prestigieux Centre théorico-culturel voit ses locaux et son équipement sabotés une fois de plus par des «voleurs» qui ne volent rien et que les autorités ne semblent pressées ni de trouver ni de sanctionner. Des poètes et des militants au niveau local reçoivent la visite d'agents des forces policières qui les menacent de les traîner en justice sous l'accusation de «contre-révolutionnaires» ou bien de les soumettre à la «colère populaire», ce qui démontre bien que les soi-disant «foules en colère» qui répriment toute dissension ne sont ni populaires ni autonomes vis-à-vis du pouvoir qui les dirige.

Les dommages faits à la propriété sociale, la diffamation et la coercition (et la violence) physique et psychologique ne sont pas seulement des délits dans les codes pénaux du monde entier – Cuba y compris – mais ce sont les manifestations d'un terrorisme d'État. Pendant des décennies, la population cubaine a transmis à ses enfants et au reste du monde son énergie pour construire un pays plus juste, où la culture, la santé et l'éducation seraient universelles et de qualité, malgré l'irrationalité et au pouvoir discrétionnaire d'une bureaucratie qui a toujours présenté les conquêtes populaires comme sa réussite propre. L'histoire finira-t-elle par retenir de Cuba la répression et le mensonge, au lieu de l'héroïsme quotidien de la population? Il n'est pas juste qu'il en soit ainsi.

Pour éviter cela, il nous faut, depuis en bas à gauche, faire pièce au silence et à l'autocensure qui consacrent l'impunité des censeurs, plutôt qu'ils ne font «le jeu de l'ennemi» comme le gouvernement se plaît à le rappeler. Ceux et celles qui voient aujourd'hui leur intégrité et leur travail militant menacés par les actions des autorités cubaines méritent tout notre respect. Ce ne sont pas des «mercenaires de la CIA» comme le dit la propagande officielle car ils survivent avec peine de leurs maigres salaires comme l'immense majorité du peuple cubain. Quand ils voyagent à l'étranger, ils investissent les fonds alors obtenus pour diffuser leur création humaniste et pour l'achat de matériel qui leur permette de continuer leur travail pour un pays plus cultivé et plus libre. Et quand ils reçoivent notre aide, sous forme d'un dvd, de gouaches ou d'une modeste collecte, c'est le fruit de la solidarité d'hommes et de femmes qui travaillent, étudient et créent dans des pays soumis aux politiques néolibérales et autoritaires du capitalisme et de ses gendarmes à Seattle et au Mexique, à Paris et Caracas, à San Francisco et Buenos Aires.

Comme ils sont loin, ces camarades, de ces bureaucrates qui voyagent facilement à travers le monde pour des «campagnes de solidarité», payées avec l'argent du peuple cubain, et qui, dès qu'ils en ont l'occasion, partent à Miami et y apparaissent comme des repentis à la télévision, des «combattants de la liberté», ralliés aux forces anticastristes de l'exil. Comme ils sont différents de certains intellectuels «amis de Cuba» et qui, ingénus ou tarifés, confondent les idéaux de la Révolution avec les politiques de l'État cubain, et nient aux camarades cubains les droits qu'ils réclament (et parfois même dont ils jouissent) dans leurs régimes de démocratie bourgeoise. Comme ils sont supérieurs, dans leurs pratiques et leurs visions, à ces «réformistes autorisés » qui justifient avec un vernis théorique chaque revirement du régime cubain et développent des (pseudo) critiques abstraites, en mettant toujours en valeur la bonne volonté

L'unique faute commise par nos camarades est d'oser penser (et transformer) leur réalité sans attendre les promesses de l'État papa, ni les chants de sirène du capitalisme mondial. Ils croient à une vie meilleure, organisée localement, où l'épanouissement libre de chacun est une condition et un moyen pour le libre épanouissement de tous. Leurs échanges et leur formation au fil de nos luttes altermondialistes, piqueteras et zapatistes ont élargi leur horizon et nous a permis d'apprendre en retour de leur héritage historique, des erreurs et des résistances populaires. Ils représentent l'héritage le plus vif de la Révolution cubaine, qui survit malgré le cancer de la bureaucratie. Ils sont marxistes, anarchistes, libertaires, disciples de Marti, humanistes, féministes, écologistes,

militants de base, mais par dessus tout ce sont des militants honnêtes, qui mettent leur vie en jeu et au service des autres. Nous ne laisserons pas seuls.

Nous savons que les forces de la domination sont puissantes, qu'elles usent de la matraque et contrôlent le cyberespace, distribuent les coups et les bons points, dominent ceux qui ont peur et ceux qui se vendent. Mais nous avons la dignité et l'espoir contre lesquels - et les révolutions populaires et anti-impérialistes dans le monde viennent nous le rappeler - un pouvoir despotique ne peut rien. Nous espérons qu'il subsiste, chez les censeurs et les policiers, une trace de leur engagement originel avec le peuple cubain qui les porta au pouvoir. Mais si ce n'est pas le cas, et si nos camarades sont réprimés par des forces réactionnaires et policières, nous sommes prêts à lancer la campagne de solidarité la plus intense, avec toutes les ressources de la légalité et de l'opinion publique progressiste internationale. Nous ne baisserons pas la garde!

Accion cultural anarquista, Espagne AK Internationalismus der IG Metall Berlin (section internationaliste du syndicat, Berlin), Allemagne Assemblée Libertaire du Vallés Oriental, Catalogne Bibliothèque Popular Libertaire « Mauro Mejiaz », Venezuela

El Bloque Anarquista, FLL, Mexique CGT, Université de Barcelone, Confédération générale du travail, Espagne

CNT-Le Havre (Confédération nationale du travail),

Collectif Actores Sociales, Mexique Collectif Passapalavra, Brésil Collectif A les Trinxeres. Catalogne Collectif éditorial du journal El Libertario, Venezuela

Collectif féministe Josefa Camejo, Argentine/Venezuela Coordination anarchiste du Havre, France Équipe éditoriale de Insurrectasypunto,

Argentine/Venezuela

FA (Fédération anarchiste), France FAU (Fédération anarchiste uruguayenne), Uruguay Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika e.V., Allemagne

Front anarchiste organisé, Chili GALSIC (Groupes d'appui aux libertaires et aux

syndicalistes indépendants de Cuba), France Internationaler Arbeitskreis e.V., Allemagne iz3w – informationszentrum 3. welt, Freiburg i. Br, Allemagne

> Journal Le Monde libertaire, France Mouvement libertaire cubain Réseau libertaire Apoyo Mutuo, Espagne

Histoire d'une lutte

Les travailleurs coréens du groupe Valeo de Choenan en Corée du Sud

LE 23 OCTOBRE 2009, les actionnaires de Valeo Corée décident de supprimer l'usine de compresseurs de Choenan, une des sept filiales de Corée du Sud, pourtant bénéficiaire.

Trois jours plus tard, les 186 salariés de l'usine reçoivent une lettre de licenciement envoyée par le coursier Quick Service, sans concertation et sans préavis. Le 1^{er} novembre, la Korean Metal Workers' Union, le syndicat coréen de la métallurgie, organise un rassemblement pacifique devant l'usine pour demander la reprise des activités et envoie une délégation syndicale au Japon devant le siège de Valeo Asie; le 18 novembre, la direction française du groupe, en déplacement en Corée, refuse de recevoir les syndicats.

La lutte s'élargit. Les travailleurs occupent leur usine. Des manifestations et des rassemblements devant les différents sites de Valeo Corée ainsi que devant son siège à Séoul, devant l'usine Renault Samsung Motors, dans plusieurs villes régionales, devant l'ambassade de France à Séoul, des pétitions, des journées de solidarité avec les ouvriers et leur famille sont organisés.

Bien décidé à poursuivre la lutte, le syndicat envoie une première délégation en France, le 8 décembre 2009. Celle-ci est reçue deux fois par la direction qui reste sur ses positions de fermer l'usine de Choenan et dans la foulée, poursuit en justice le président du syndicat de l'usine ainsi que dix autres membres. Ce syndicat a longtemps été la bête noire de la direction puisqu'il a réussi à syndiquer 80 % des salariés. On comprend les raisons de cette fermeture définitive et ce licenciement total.

En janvier 2010, les syndicalistes reviennent pour la deuxième fois en France, invités par la CGT Métallurgie (section automobile) pour essayer de sensibiliser les salariés de Valeo France à la situation inacceptable que les Coréens subissent. Ils ont commencé la première occupation du siège du groupe Valeo au 43, rue Bayen à Paris dans le XVII^e arrondissement, dans l'espoir d'être

reçus par la direction pour négocier. Malgré cela, cette dernière refuse tout dialogue. Déterminés à obtenir gain de cause, les Coréens se posent la question du financement de la lutte. Une caisse de grève est alors lancée pour aider les salariés et leur famille à poursuivre le mouvement.

En février, un membre de la Fédération de la métallurgie CGT se déplace en Corée pour soutenir activement la lutte. Tandis que, bien décidé à tuer dans l'œuf toute expansion du mouvement social, Valeo Corée met à pied une cinquantaine de salariés de l'usine de Geondju qui se sont mis en grève par solidarité. Ainsi une grève générale des sites est devenue plus difficile.

En mai, pour la troisième fois, retour de la délégation coréenne en France qui occupe nuit et jour le parvis du siège social de Valeo: banderoles géantes tendues en guise de tente, toile cirée colorée sur le sol, affiches placardées sur la vitrine du rez-de-chaussée. Leur campement détonne dans le chic XVIIe arrondissement, à quelques pas de la place des Ternes. Malgré cela, l'équipementier français refuse toujours de la recevoir jusqu'à lui interdire d'assister au comité d'entreprise européen du groupe Valeo.

En juin, non seulement la direction de Valeo Corée parvient à faire condamner les travailleurs pour occupation illégale mais en plus coupe l'eau et l'électricité du site pour rendre l'occupation encore plus intenable. L'apogée de l'agression survient le 21 août, à 6 heures du matin. Valeo attaque les grévistes coréens par l'intermédiaire d'une milice patronale composée de 100 nervis. Suite à cette embuscade, seize grévistes sont blessés et un militant a perdu connaissance et a dû être hospitalisé.

Le 8 octobre, de retour à Paris pour la quatrième fois, invités par la CGT, trois syndicalistes délégués manifestent avec les travailleurs français lors du Mondial de l'automobile. Ils ont également participé à toutes les manifestations contre la réforme des retraites, ce qui leur a permis de donner

une plus grande visibilité à leur lutte menée depuis octobre 2009.

Une nouvelle tentative a été faite le 18 novembre par cinq syndicats qui composent le bureau du comité de groupe France pour demander à la direction du groupe d'ouvrir un dialogue social avec les représentants des salariés du site coréen. Toujours le même refus de la direction de négocier avec le syndicat coréen. Par ailleurs, cette même direction fait installer une grille, de peur que les syndicalistes coréens et français n'investissent leur siège en plein mouvement social contre la réforme des retraites.

Que ressort-il de cette lutte aujourd'hui?

Les sollicitations des représentants des salariés coréens en France auprès des confédérations syndicales pour déboucher sur des actions concrètes de soutien n'aboutissent pas car les préoccupations divergent; les uns défendent le maintien de leurs emplois dans leur usine, les autres proposent de négocier des indemnités.

L'absence d'implication des salariés de Valeo France dans la lutte de leur collègues coréens est le résultat du chantage à l'emploi exercé par les multinationales, qui mettent en concurrence les salariés pour obtenir des taux de profits boostés par le recours au travail à bas coût.

Les patrons n'aiment pas les salariés qui défendent leur droit, leur salaire et leur conditions de travail; Choenan en est un exemple avec un taux de salariés syndiqués importants (80 %).

En conclusion, la combativité des salariés de Choenan montre qu'on peut résister au capital. Reste à mettre en œuvre la solidarité internationale et fédérer l'ensemble des luttes dans le monde pour abattre le capitalisme. Cela ne peut venir que des exploités eux-mêmes...

Isabelle et Sung-ai



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » Inconnu

La Communauté du Sud

Une expérience d'autogestion en Uruguay

Les membres de *Comunidad*

exilés en Suède

Article paru dans la revue L'ARC en 1984 (N° 91-92)

propice».

Elle se définissait comme «une expérience de vie coopérative totale» qui se donnait pour objectif de couvrir tous les besoins de ses membres: travail, consommation, éducation, loisirs, relations interpersonnelles, etc., en adoptant des formes libertaires et communautaires. Le nombre des membres de la Communauté tournait, vers les années 1960, autour de cinquante, soit approximativement

FONDÉE EN 1955 À MONTEVIDEO, en Uruguay, la

Communauté du Sud a été sans cesse

confrontée à l'hostilité et à la répression

croissante du pouvoir aux mains des mili-

taires, ce qui l'a contrainte à quitter le pays

en 1975, à la recherche «d'un climat social plus

Communauté tournait, vers les années 1960, autour de cinquante, soit approximativement un tiers d'enfants, un tiers de femmes et un tiers d'hommes dont, parmi ces derniers, deux avaient plus de 70 ans. À ce noyau venaient s'ajouter dix adultes qui participaient au travail et à la consommation, mais qui ne vivaient pas à l'intérieur de la Communauté.

Tout ce monde vivait dans un domaine de deux hectares situé dans la banlieue de Montevideo, capitale de l'Uruguay.

Les locaux comprenaient notamment une salle à manger et une cuisine communes, une laverie, une bibliothèque et des lieux de loisirs; des locaux étaient destinés aux enfants, selon leur âge; on comptait aussi des ateliers d'artisanat et de libre expression, ainsi que des espaces ouverts pour le jeu. Outre les pièces servant au logement des membres, il y avait une basse-cour et un petit potager. L'activité économique fondamentale s'exerçait dans une imprimerie située dans le centre de la capitale, où les membres qui y travaillaient se rendaient quotidiennement.

L'assemblée générale, qui se tenait toutes les semaines ou tous les quinze jours, définissait les lignes générales concernant l'économie, l'éducation, ainsi que les relations de la Communauté avec le milieu social proche ou lointain. Deux assemblées annuelles particulières étaient consacrées à un travail plus important de planification, touchant notamment aux investissements, à la définition des priorités, à la distribution des lieux et horaires de travail, à l'organisation des études et des loisirs. En même temps – et c'était une façon d'articuler organiquement la dynamique de l'autogestion –, chaque secteur d'activité (imprimerie, potager, basse-cour, artisanat, services, éducation) tenait sa propre assemblée, autonome.

Les fonctions de coordination et d'administration à chaque niveau étaient à la charge de camarades ou de commissions (provisoires ou permanentes) désignés et révocables à tout moment par les assemblées correspondantes.

Un noyau de coordination générale était formé de délégués des différents secteurs d'activité. Toutes les réunions spéciales, ainsi que toute la documentation et les rapports, étaient ouverts ou à la disposition de tous les membres.

Tous les aspects de l'économie étaient intégrés à l'intérieur d'un système communautaire.

La propriété était commune et indivise : tout apport est un bien social collectif, et ont droit à la jouissance de l'usufruit tous ceux qui adhèrent aux mêmes idées ; il est définitivement écarté du système de la propriété privée et des possibilités d'héritage.

Production et consommation étaient planifiées ensemble et organisées en fonction l'une de l'autre, au moyen de mécanismes de décision collectifs. On s'efforçait de répondre aux besoins individuels et collectifs sur la base d'un niveau de vie consciemment choisi. On répondait aux problèmes de dépendances économiques, tels que ceux posés par la maladie, la vieillesse, l'invalidité ou l'enfance par des moyens solidaires et intégrés à la vie même de la communauté.



FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org

On voulait montrer de la sorte que les assurances sociales, les garderies bureaucratiques, les foyers pour vieillards ne sont que des palliatifs déshumanisants.

On tentait aussi d'intégrer le travail, l'étude et la plus haute compétence possible, afin de parvenir à une augmentation progressive du temps disponible pour connaître, chercher et créer directement sur les lieux de travail.

Peut-être serait-il opportun de clore cette description en reproduisant quelques passages d'un rapport de 1971 qui en offre une vision générale: « Nous devons concevoir des relations économiques nouvelles. Nous interroger collectivement et non individuellement au sujet des moyens et des buts à atteindre. Créer un pouvoir collectif réel à propos des conditions d'existence de tous. Réaliser une amélioration qualitative.

La situation des travailleurs, de l'homme commun, n'est pas fondamentalement différente dans les divers systèmes, capitalistes ou socialistes, privés ou étatiques, bureaucratiques ou militaires. Dans tous, les relations réelles de production, du point de vue du travailleur, sont semblables. L'objectif que nous visons, d'une société nouvelle, ne peut être seulement l'abolition de la propriété privée, abolition que les monopoles et surtout la bureaucratie réalisent progressivement, en ne provoquant rien d'autre qu'une aggravation des méthodes d'exploitation et de domination.

Le problème du changement réside dans la capacité du peuple à diriger la production et la société comme un tout. Passer de la critique du pouvoir du capital dans la production à la critique du pouvoir dans la société, sur la base d'institutions et d'unités que les hommes comprennent et dominent.

Notre projet communautaire, dans une perspective fédéraliste et plurielle, est un timide effort pour parvenir à la réalisation de ces idées. Il cherche à créer des activités coopératives, solidement organisées, permettant une pratique réelle et concrète... [...] Tant la pratique que la théorie communautaires accordaient une place à part à l'éducation, indiquant par là que c'était l'action humaine la plus engagée et la plus importante. Penser à l'éducation, aux enfants, à nos enfants, c'est nécessairement penser au monde que nous voulons leur présenter, aux options que nous voulons leur montrer, à la richesse, dans l'ordre des relations humaines, que nous avons la responsabilité de leur offrir. C'est pour l'avoir ainsi compris que nous avons décidé d'une action communautaire, un début déjà et sur toute la ligne. En sachant que ce choix n'a de sens que s'il est le premier mouvement vers un changement total au niveau de la société globale. Nous-mêmes, en prenant en charge la vie de nos enfants, nous devons prendre conscience que nous assumons une partie indispensable de ce changement.

Les voir comme des êtres neufs qui nécessairement réclament et se préparent pour un lendemain positif. Dans ce but, nous devons prendre soin de leur corps, fortifier leur personnalité, et nous constituer en milieu social révolutionnaire qui protège leur développement. Parce que nous savons que c'est en vivant qu'ils développeront l'amour, la solidarité, le respect, la liberté. »

Les thèmes de l'éducation exigeaient une réélaboration permanente et même déterminaient beaucoup d'autres aspects de la vie de la Communauté: les horaires de travail et de vacances étaient définis en fonction du temps nécessaire pour faciliter le contact des parents et adultes avec les enfants. Pendant qu'elles allaitaient, les mères étaient dispensées des tâches qui les auraient empêchées de se consacrer entièrement à leur «fonction». De manière progressive, les enfants s'intégraient à des groupes de leur âge, sous la surveillance de camarades qui choisissaient de s'y consacrer.

À 6 ans, les enfants étaient engagés dans une expérience qui était peut-être ce qu'il y avait de plus important dans la Communauté du Sud: ils étaient appelés à vivre dans un local prévu à cet effet ensemble avec le groupe d'enfants d'âge scolaire. Et là, à leur échelle, et avec l'appui direct d'un ou deux adultes, chaque groupe de huit à dix enfants vivait une expérience d'autogestion et d'auto-organisation.



Tous les sujets qu'ils pouvaient aborder : alimentation, propreté, activités récréatives, études, analyses de leurs conflits interpersonnels, étaient pris en charge par euxmêmes et résolus à l'aide des mécanismes qu'ils créaient à cet effet (réunions, distribution des tâches).

Dès l'âge de 6 ans, ils effectuaient des tâches productives, quand ils atteignaient 16 ans, ils travaillaient trois à quatre heures par jour selon un horaire équilibré avec leurs heures d'études. Chacun disposait d'une dotation personnelle (un peu moins importante que celle des adultes) pour ses frais particuliers (gourmandises, sorties au cinéma et au théâtre, etc.).

Périodiquement, des réunions d'évaluation avaient lieu avec la participation des adultes. On y analysait la marche du groupe et de chacun des enfants. À 12 ans, ils vivaient dans des chambres individuelles, et participaient, quand il en avait été décidé ainsi, aux assemblées générales et aux réu-

nions des lieux de travail. Après 18 ans, on programmait un départ d'une année, pour une expérience dans une autre communauté et un voyage à travers l'Amérique latine, dans le but de faire plus amplement connaissance avec d'autres réalités. Grâce à quoi, on estimait qu'ils disposaient des conditions requises pour décider de leur intégration, ou non, dans la Communauté, avec les devoirs et tous les droits que cela impliquait.

Dès sa création, la Communauté du Sud s'était fixé comme projet majeur la création d'une «communauté des communautés» et l'insertion dans l'environnement, de façon à fonctionner comme vecteur dans le processus de changement social. Son histoire est ainsi celle d'une expérience intégrée et intégrale, celle d'un effort pour créer un mouvement intercommunautaire. Ce fut aussi un effort pour établir des relations d'implication et d'intégration au niveau du «coopérativisme» ouvrier, de la production, du logement ou de la consommation, des organisations populaires de quartier ou de corporation, ainsi que des organisations spécifiquement anarchistes.

Actuellement, compte tenu de l'oppression qui règne en Uruguay, les diverses expériences communautaires ont eu à subir une dure répression. Nombre de ces expériences ont subi des persécutions et ont fini par être éliminées.

Pour ce qui est de la Communauté du Sud, après avoir traversé de nombreuses années de difficultés et d'insécurité, après que ses membres eurent été plusieurs fois emprisonnés et mis dans l'impossibilité de travailler, elle a dû se résoudre à quitter l'Uruguay.

Le cadre d'un simple article se prête mal à la description d'une vie communautaire parvenue à un tel degré de complexité. Ce que nous en avons dit doit s'entendre également comme le développement continu et contradictoire d'un groupe qui lutte contre tout un système, mais qui dans le même temps en subit l'envahissement. Nous, auteurs de ce rapport, nous sommes un groupe communautaire constitué sur des bases semblables mais adaptées à notre nouvelle situation en Suède: groupe formé par des gens venus de la Communauté du Sud, par d'autres émigrés latino-américains et par des Suédois. Aujourd'hui, nous cherchons à nous assurer une base matérielle au moyen d'une imprimerie et d'une maison d'édition autogérées, et nous entretenons des relations avec des groupes communautaires suédois et européens, ainsi qu'avec diverses expériences alternatives (mouvements écologistes, ateliers de travail, théâtre de masse, etc.).

Une des tâches que nous assurons depuis maintenant cinq ans est la publication, en espagnol, du bulletin Comunidad et c'est la première tâche que nous avons maintenue à notre arrivée en Suède.

C'est pas du cinoche!

Fast and furious

Le gouvernement s'alarme sur la hausse de la mortalité routière (quand même, 20 % d'augmentation par rapport à l'an passé, c'est pas rien). On va donc avoir droit à tout un tas de propositions toutes plus ou moins sérieuses dans les jours et semaines qui viennent. Mais rassurons-nous: avec la fin du pétrole, l'automobile sera bientôt un lointain souve-nir.

Le promeneur du champ de mars

Commémorez, commémorez, il en restera toujours quelque chose... C'est du moins ce que semble se dire la «gauche» qui n'en finit plus de la mitterandmania. Il faut dire qu'un président du PS, ça en fait rêver certains et certaines rue de Solférino. Alors que l'état de décomposition du PS est proche de celui de son idole, pour notre part, nous n'oublions pas que le mitterrandisme a prouvé une fois de plus l'impasse électorale. Une leçon à retenir en ces temps de précampagne des élections présidentielles...

Restons groupés

Toujours dans le domaine électoral, les élections fédérales avaient lieu au Québec. Nos camarades anarchistes locaux (membres de l'UCL) avaient eux aussi mené une campagne pour l'abstention. Avec finalement 40 % d'abstention, c'est là-bas aussi le camp abstentionniste qui remporte les élections. Reste à faire basculer davantage de monde vers une abstention révolutionnaire... À noter là-bas aussi la réussite du 1^{et} mai qui fut placé sous le signe de l'unité face aux attaques incessantes contre le service public... Salut à vous camarades: ne lâchons rien!

La vérité si je mens

Éric Woerth y va de son bouquin pour expliquer à quel point il n'était pour rien dans «l'affaire Woerth -Bétencourt» et à quel point tout ceci l'avait meurtri profondément (posez le marque-page et sortez les mouchoirs). On en attendait pas moins quand, après avoir été soutenu un moment, il s'est fait lâcher par son propre camp... Christine Lagarde a intérêt à commencer à écrire.

Ma petite entreprise

Serge Ayoub, ancien chef des skinheads nazis dans les années 1980, fait décidément un retour en force. Après avoir ouvert son bar, créé son mouvement, ce petit commerçant avisé a réussi à faire main basse sur la manifestation du «9 mai» (qui a eu lieu cette année le dimanche 8 mai) censée, à l'origine, rendre hommage à un nationaliste mort lors d'une manifestation il y a quelques années. Ce sont les Identitaires, à l'origine de cette initiative, qui doivent l'avoir mauvaise! Ceux-ci se consoleront en tentant un énième «coup» avec leur «marche des cochons». On a les combats qu'on peut.

Bibo

Riri expose à Publico



VOUS AUSSI vous adorez les œuvres de Riri? Eh bien, ne manquez pas son exposition à la Librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot (dans le 11e arrondissement de Paris). Vous y trouverez une bonne dizaine de ses tableaux, reflets artistiques de la pensée anarchiste et des grands maux dont souffre notre société (salariat, prison, etc.). Que vous soyez artiste ou pas, anarchiste ou pas (enfin, on espère quand même!), vous en prendrez plein la vue. Alors, vous n'avez plus qu'une chose à faire, y courir, et en vitesse, s'il vous plaît!

Le comité de rédaction du Monde libertaire qui tire son plus beau chapeau à Riri



Hors-série n° 41, toujours disponible en kiosque ou à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Jeudi 19 mai

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson et du spectacle. Invitée (sous réserves): Annick Roux.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Mounamitié, le gérant du Rare interprète les contes de Jean-Marie Borgraeve.

Entre chiens et loups (20 h 30) L'émission recevra l'équipe de la revue Chéribibi qui fête actuellement ses 20 piges; ainsi que Madj: grand organisateur de la première période du groupe Assassin. Nous causerons ensemble à propose d'une culture populaire nord-américaine et internationale: le blues et de ses dérivés (le rythme'n'blues, rock'n'roll, la funk, le reggae, etc.).

Vendredi 20 mai

Les oreilles libres (14 h 30) Pour un rock libertaire...

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association Sat-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

Muzur (22 h 30) Spéciale « la figuration libre ». Invités : Robert Combas et Hervé Di Rosa.

Samedi 21 mai

Réveil Hip Hop (23 h 00) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

Comme son nom ne l'indique pas...

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Le premier Rasta, film documentaire d'Hélène Lee. Au début du siècle dernier, le tout jeune Leonard Percival Howell (1893-1981) quitte la Jamaïque, se fait marin et parcourt le monde. Sur sa route, il croise toutes les idées qui agitent l'époque. Du bolchevisme à la New Thought, de Gandhi à l'anarchisme, du garveyisme à la psychanalyse, il s'agit de trouver sa terre promise.

Nuits off (23 h 00) Embarquement pour une nuit soul music (qui signifie «musique de l'âme»), une programmation qui puise ses racines de la musique noire américaine du jazz des années soixante jusqu'aux sonorités urbaines du nu-soul de 2011.

Dimanche 22 mai

Folk à lier (12 h 00) Grégory Privat, pianiste de jazz caribéen, est né en Martinique en 1984. À la maison, l'influence musicale de son père José Privat – pianiste du très célèbre groupe antillais Malavoi – lui donne les fondements essentiels du musicien qu'il est devenu aujourd'hui.

La Plume noire (15 h 30) Nos nouveautés éditoriales anarchistes.

Lundi 23 mai

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) Guillaume nous fait partager sa passion pour les abeilles et sa vision d'une apiculture aux accents très anarchistes!

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarchosyndicalisme. Par le syndicat CNT santésocial et collectivités territoriales.

Mardi 24 mai

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Idéaux et débats (18 h 00) Le printemps des mensonges. Avec, en direct, Valérie Zenatti pour Mensonges (L'Olivier) et Henri Husetowski pour Le Printemps des pères (Buchet-Chastel) et, en fin d'émission, dans la chronique « Le dernier pour la route », Laurent et Alexandrine parleront avec Valérie Zenatti de sa traduction du livre Le Garçon qui voulait dormir d'Aharon Applefeld.

Mercredi 25 mai

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Les Rolling Stones et le blues.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.



Jeudi 19 mai

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Sarah et Adolfo Kaminsky à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Dans Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire (Calmann-Lévy, 2009), Sarah, la fille d'Adolfo nous raconte une vie extraordinaire. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 0323801709 ou kropotkine02@no-log.org

Paris XII

19 heures. Nous organisons une soirée solidaire à la Maison des ensembles, 3-5, rue d'Aligre. Buffet, musique, expo, stands d'associations, vidéo réalisé par le groupe Combats ordinaires, avec les femmes sans papiers actives dans l'occupation de la rue Baudelique, diaporama sur l'histoire des mouvements de femmes de l'immigration, débat sur la situation et les luttes des femmes migrantes sans papiers ou en situation précaire...

Vendredi 20 mai

Troyes (10)

19 h 30. Conférence-débat à l'UP3. «Qu'estce que le fascisme? Réalités d'hier et d'aujourd'hui » avec Larry Portis. Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission, Troyes. Entrée libre. up.troyes@orange.fr

Samedi 21 mai

Paris XI^e

16 h 30. François Graner et Jean-Manuel Traimond (plus connu des lecteurs du Monde libertaire sous le pseudo de Potkine) viendront nous rafraîchir le mémoire à propos du génocide rwandais de 1994 et des louches implications de la Françafrique dans cette nauséeuse tragédie. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Paris XXº

14 heures. Une alternative, ça se construit! Manifestation pour l'auto-gestion à l'appel de la Fédération anarchiste. M° Belleville.

Mercredi 25 mai

Paris XIe

De 19 heures à 23 heures. Grande fête de soutien à la Maison des femmes de Paris. À la salle Olympe de Gouges, 15, Rue Merlin. M° Voltaire.

Jeudi 26 mai

Saint-Nazaire (44)

20 h 30. Soirée débat organisée par la Fédération anarchiste, sur la Commune de Paris de 1871 à la librairie Voix au chapitre, 67, rue Jean-Jaurès (près du marché des Halles). Entrée libre.

Samedi 28 mai

Merlieux (02)

19 heures. Repas des anars à prix libre, en soutien aux activités du groupe Kropotkine. Chili con carne selon la recette du livre de cuisine anarchiste Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir (Éditions libertaires, 2011). L'auteur Benoit Rey sera chef cuistot et dédicacera son ouvrage. Un philosophe de renom sera parmi nous. Des orateurs évoqueront son œuvre, avec tout le cérémonial qui s'impose. 8, rue de Fouquerolles. 03 23 80 17 09 http://kropotkine.cybertaria.org

Paris XI^e

16h30. Claudio Zaretti et Moustache

de Paname viendront pousser la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Paris XX^e

14 h 30. Bienvenus à la Montée au Mur des Fédérés. Le rendez-vous est prévu à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, rue des Rondeaux. M° Gambetta.

Dimanche 29 mai

Le Vigen (87)

De 10 à 19 heures. Organisée par le Cira Limousin (Centre internationnale de recherches sur l'anarchisme), librairie champêtre libertaire au Château de Ligoure. Entrée libre, repas à prix libre.

Vendredi 3 juin

Auray (56)

Accueil de la caravane des gueux contre les lois sécuritaires et discussion autour du contrôle social, avec un zoom sur la vidéosurveillance dans le Morbihan. Interventions de Jean-Pierre Tertrais, auteur de Le Contrôle social en société dite démocratique et de participantes et participants de la caravane des gueux, à l'invitation du groupe libertaire Lochu (Fédération anarchiste de Vannes). 20 h 30, groupe scolaire Rollo, salle Julienne-Marca (1, rue Picasso). Entrée libre. Infos: fedeanar56@yahoo.fr

Samedi 4 juin

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : l'exploitation humaine, la collaboration de classe et la cogestion au travail sont le lot du salariat dans le cadre de l'intérêt général. L'autogestion estelle compatible avec le bien commun? L'Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.



